



REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix - Travail - Patrie

**MINISTRE DES POSTES ET
TELECOMMUNICATIONS**



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland

**MINISTRY OF POSTS AND
TELECOMMUNICATIONS**

PLAN STRATÉGIQUE CAMEROUN NUMÉRIQUE 2020

Mai 2016



[...] J'ai instruit le Gouvernement d'accélérer la mise en place des conditions préalables à l'industrialisation de notre pays.

Ces conditions indispensables sont :

[...]

- le développement des infrastructures de communication et télécommunications.

Dans ce dernier domaine, il nous faut rattraper

per au plus vite notre retard dans le développement de l'Economie Numérique. Celle-ci est un véritable accélérateur de croissance, en plus d'être une véritable niche d'emplois nouveaux pour notre jeunesse. Nous devons pouvoir en tirer avantage pleinement.

Le Gouvernement, dans son organisation, accordera à ce secteur toute l'attention méritée.[...]



Extrait du Message du Chef de l'Etat à la Nation
à l'occasion de la fin d'année 2015 et du Nouvel An 2016

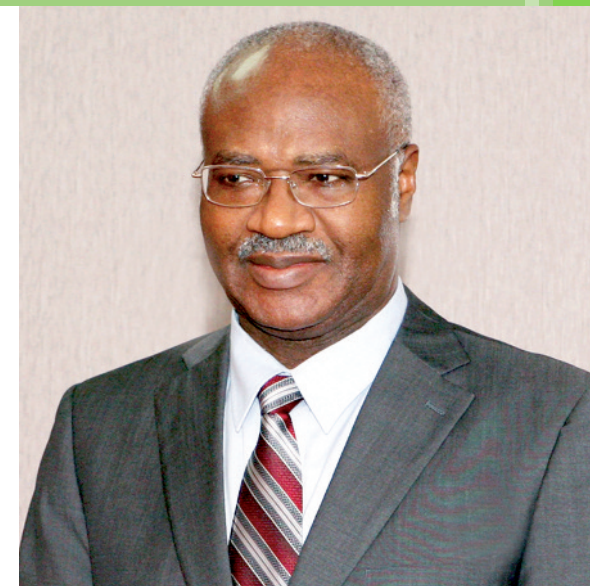
La Société de connaissance et du savoir a créé les mutations des besoins humains ainsi que la façon de les adresser et de les satisfaire. Ceci a été favorisé par le développement des nouvelles technologies et de l'électronique lesquelles ont affiné la révolution industrielle intervenue il y a près de deux siècles aujourd'hui. Biens physiques et virtuels se côtoient, la distance n'est plus un obstacle pour l'instantanéité de l'action. Ce nouveau paradigme du 21^{ème} siècle a pris le vocable du «tout numérique».

Dans ce contexte mondial marqué par la mutation vers le «tout numérique», le Cameroun a entrepris des grands chantiers sur les plans institutionnel, réglementaire et infrastructurel devant conduire vers l'émergence numérique à l'horizon 2035. Le Chef de l'Etat, **Son Excellence Paul Biya**, en a fixé le cap dans sa vision pour la poursuite de ces chantiers, conditions préalables et indispensables à une véritable industrialisation de notre pays.

Malgré l'importance des investissements réalisés à ce jour, le niveau d'utilisation des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) par les populations et les entreprises locales demeure très limité. A titre d'illustration, l'accès à l'Internet à domicile demeure encore à 12,3% en zone urbaine et 1,4% en zone rurale*. De même, la vulgarisation, la diffusion, l'adoption et l'appropriation des TIC au Cameroun restent insuffisantes.

Partant de ce constat, le Président de la République, **Son Excellence Paul Biya**, dans son adresse de fin d'année à la nation le 31 décembre 2015, a affirmé avec force qu'« ...il nous faut rattraper au

plus vite notre retard dans le développement de l'Economie Numérique. Celle-ci est un véritable accélérateur de croissance, en plus d'être une véritable niche d'emplois nouveaux pour la jeunesse ».



Le concept d'économie numérique traduit de nouveaux modèles d'échange et de partage de l'information basés sur les TIC, de création de richesses et qui modifient la quasi-totalité des modes de production des biens et services d'autres secteurs d'activité.

L'économie numérique renferme trois piliers. Le premier, qualifié de cœur de l'économie numérique, repose sur le développement des infrastructures des communications électroniques large bande et des secteurs de l'informatique et de l'électronique, tandis que le deuxième et le troisième portent respectivement sur les activités nées du fait du développement des TIC et la transformation des secteurs d'activités existants, par l'intégration de l'usage des TIC.

En effet, les TIC impactent sur la croissance et l'emploi d'une part, par leur contribution intrinsèque à l'économie, la génération d'emplois directs et indirects et la vulgarisation des offres d'emplois de

* Source ART-INS, 2014.

l'économie réelle et par les effets induits de leur introduction dans le processus de production de toutes les branches d'activité économique améliorant ainsi leur productivité, leur compétitivités et l'innovation, entraînant une hausse substantielle au PIB d'autre part.

Voici donc élaborée une boussole qui met en exergue les actions à réaliser et propose les mesures idoines de développement des usages et contenus TIC ainsi que la mise en œuvre des politiques d'accompagnement y relatives pour l'émergence de l'économie numérique au Cameroun.

Elaboré en synergie avec toutes les parties prenantes, le plan stratégique « **Cameroun numérique 2020** » se situant en droite ligne de la mise en œuvre de la politique des « Grandes Réalisations » prônée par le Chef de l'Etat, devra contribuer grandement à l'atteinte des objectifs de croissance et de plein emploi visés par le Gouvernement dans les cinq prochaines années, à travers un usage plus intensif des TIC dans les outils de production entraînant une amélioration conséquente de la productivité nationale.

Ce plan élaboré s'appuie sur trois principaux piliers se rapportant respectivement aux aspects liés à l'offre, à la demande, à la régulation et la gouvernance.

Tout au long de sa mise en œuvre programmée sur cinq ans (2016-2020), le Gouvernement accordera la plus grande attention aux axes prioritaires suivants :

- développer les infrastructures large bande ;

- accroître la production et l'offre des contenus numériques ;
- assurer la transformation numérique de l'administration et des entreprises ;
- promouvoir la culture du numérique par la généralisation de l'usage des TIC dans la société ;
- renforcer la confiance numérique ;
- développer une industrie locale du numérique et encourager la recherche et l'innovation ;
- assurer le développement du capital humain et le leadership dans le numérique ;
- assurer l'amélioration de la gouvernance et appui institutionnel.

L'ensemble des secteurs d'activités dispose désormais d'un cadre de référence, qui facilitera la lisibilité et la visibilité des actions que le Gouvernement entend mener dans le domaine de l'économie numérique, afin d'en faire l'un des leviers prioritaires de l'industrialisation au Cameroun et du développement économique.

Philémon Yang

Premier Ministre, Chef du Gouvernement

3	Préambule
6	Introduction
8	Etat des lieux et diagnostic de l'économie numérique au Cameroun
19	Enjeux et opportunités de l'économie numérique
22	Plan stratégique Cameroun numérique 2020 : Choix stratégiques
41	Plan d'actions prioritaires de l'économie numérique au Cameroun
66	Dispositif de mise en œuvre et de suivi- évaluation de la stratégie
70	Glossaire/Abréviations

An abstract graphic featuring a globe with a grid pattern, surrounded by numerous thin, curved lines that suggest a network or data flow. The globe is positioned in the center-right of the upper half of the page. The background is a dark brown color, and the lines are a lighter shade of brown.

INTRODUCTION

Dans son adresse à la nation le 31 décembre 2015, le Chef de l'Etat a rappelé le rôle moteur de l'économie numérique dans la croissance économique et la création d'emplois. Le secteur des télécommunications et TIC est au cœur de cette économie numérique, au vu de sa contribution potentielle dans le développement humain et économique.

En effet, l'économie numérique revêt trois dimensions. La première, qui est qualifiée de cœur de l'économie numérique, repose notamment sur le développement des infrastructures des communications électroniques large bande, mais également sur le développement des secteurs de l'informatiques et de l'électronique.

La seconde dimension porte sur les activités nées du fait du développement de l'économie numérique. Ces activités sont qualifiées de nouvelle économie, et n'existent que grâce au cœur du numérique, c'est-à-dire l'infrastructure large bande et l'Internet.

La troisième dimension porte sur la transformation des secteurs d'activités existants, par l'intégration de l'usage des TIC, dans la réalisation des activités de ces secteurs : administration, postes, tourisme, commerce...

L'économie numérique est aujourd'hui un vecteur de croissance, de productivité et de compétitivité des entreprises et des

pays. Son caractère transversal impacte tous les secteurs de l'économie, elle est également à l'origine des nouveaux secteurs innovants et en a rendu d'autres dépendants d'elle.

A ce titre, la stratégie sectorielle du Minpostel a défini comme objectif stratégique « *accroître l'accès quantitatif, qualitatif et à moindre coût aux services de communications électroniques sur l'ensemble du territoire national* ». L'enjeu pour le Cameroun dans le domaine des infrastructures de communications et de télécommunications est de capitaliser les acquis, de développer l'infrastructure large bande en vue de permettre l'insertion de notre pays dans l'économie mondiale du savoir.

Face à cet enjeu, le plan « **Cameroun Numérique 2020** » se focalise sur la définition des axes stratégiques, des actions et priorités à fort impact sur l'aménagement numérique du territoire, l'intensification des usages des services TIC ; la lutte contre la pauvreté par la création d'emplois et l'augmentation du taux de croissance de l'économie nationale.

La mise en œuvre de ce plan nécessite des actions transversales telles que l'amélioration de la gouvernance, le renforcement du capital humain et de la confiance numérique, la prise en compte des aspects environnementaux et la mise à disposition des ressources financières adéquates.



ETAT DES LIEUX ET DIAGNOSTIC DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE AU CAMEROUN

1. Etat des lieux

L'ouverture à la concurrence du secteur des télécommunications au Cameroun est consacrée par la loi n° 98/014 du 14 juillet 1998 régissant les télécommunications au Cameroun. Avec cette loi, l'Etat va se désengager du secteur productif des télécommunications à travers la séparation des activités d'exploitation, de supervision, de réglementation et de régulation. Compte tenu de l'évolution technologique, le cadre réglementaire va connaître des mutations avec la promulgation d'un ensemble de lois, abrogeant la loi susvisée.

Ainsi, aux termes des lois n°2010/013 régissant les communications électroniques au Cameroun et n°2010/12 relative à la cybersécurité et à la cybercriminalité au Cameroun, l'Administration chargée des Télécommunications d'une part, veille à la mise en œuvre de la politique sectorielle des Télécommunications et des Technologies de l'Information et de la Communication et d'autre part, élabore et met en œuvre la politique de sécurité des communications électroniques et des systèmes d'information.

L'ART assure pour le compte de l'Etat, la régulation, le contrôle et le suivi des activités des opérateurs et exploitants du secteur des Télécommunications et des Technologies de l'Information et de la Communication ; elle veille également au respect du principe d'égalité de traitement des usagers dans toutes les entreprises de communications électroniques et elle collabore avec l'ANTIC pour la régulation des activités de sécurité électronique.

L'ANTIC quant-à-elle a pour mission notamment de promouvoir et de suivre l'action gouvernementale dans le domaine des technologies de l'information et de la communication ; elle est chargée de la régulation des activités de sécurité électronique, en collaboration avec l'Agence de Régulation des Télécommunications (ART).

L'exploitation des réseaux en vue de la fourniture des services de télé-

communications est assurée par les opérateurs titulaires de concession de services publics, les fournisseurs d'accès Internet et les fournisseurs de services à valeur ajoutée notamment. Le marché des services de télécommunications comprend 3 opérateurs de téléphonie mobile, MTN Cameroun, Orange Cameroun et Viettel Cameroun ; un opérateur de télécommunications fixe, Camtel, qui joue également le rôle d'opérateur de transport.

1.1. Evolution de quelques indicateurs clés au plan national

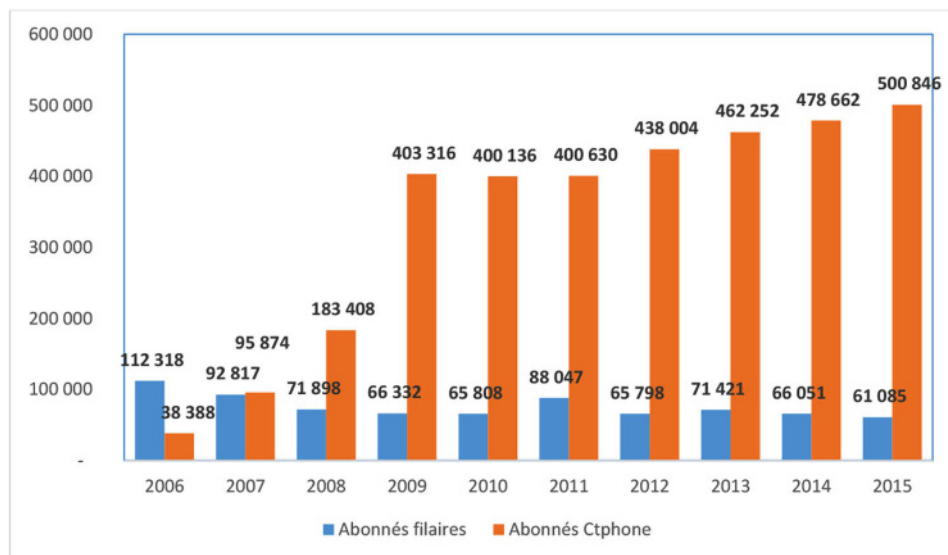
a) Les secteurs producteurs des services TICs au Cameroun

Ce secteur est au cœur de l'économie numérique. La question du développement des infrastructures de communications électroniques est au cœur de l'émergence de l'économie numérique. Il s'agit ici de faire l'état des lieux de ces indicateurs dits structurels de l'économie numérique. Ces indicateurs sont :

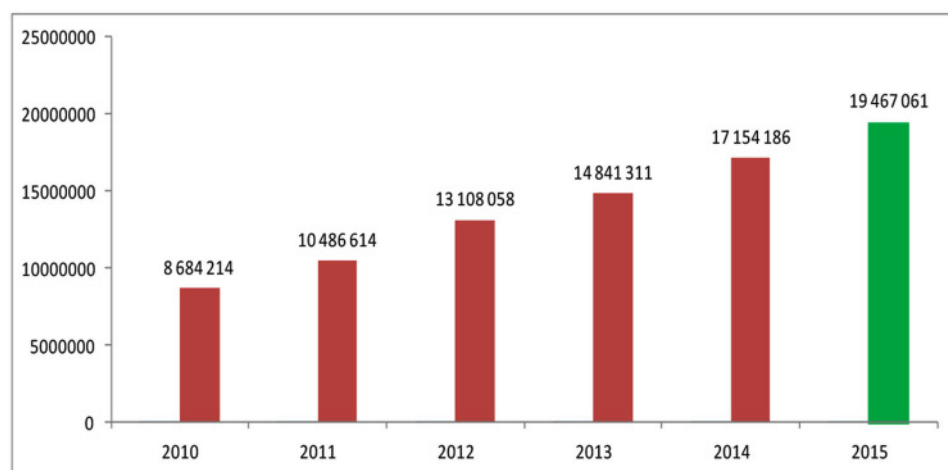
- Le marché des services de télécommunications et TICs
- équipementiers de télécommunications
- équipements informatiques
- électroniques grands publics
- composants/systèmes
- éditeurs de logiciel de jeux
- services Informatiques

- Les indicateurs du marché des services de télécommunications et TIC

Nombre d'abonnés à la téléphonie fixe y compris CDMA



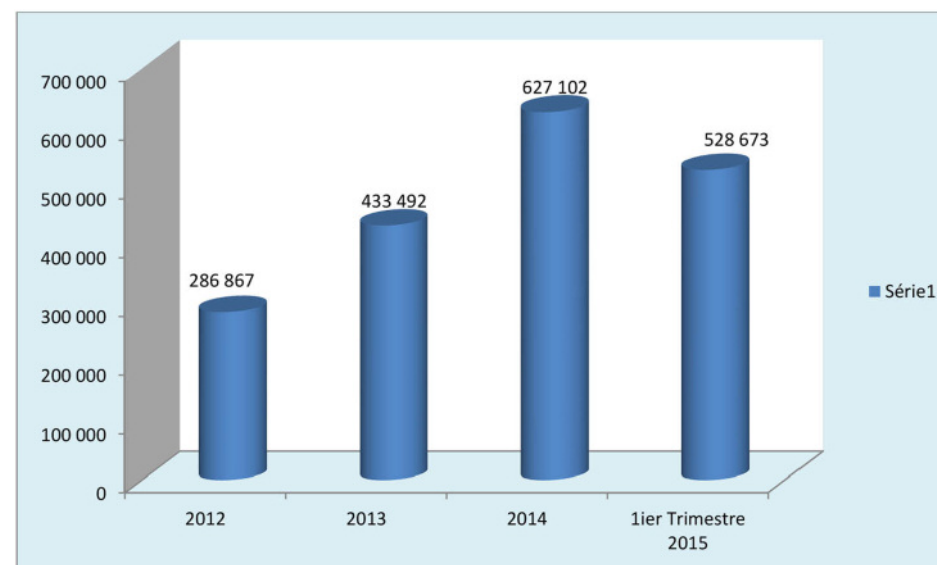
Nombre d'abonnés à la téléphonie mobile



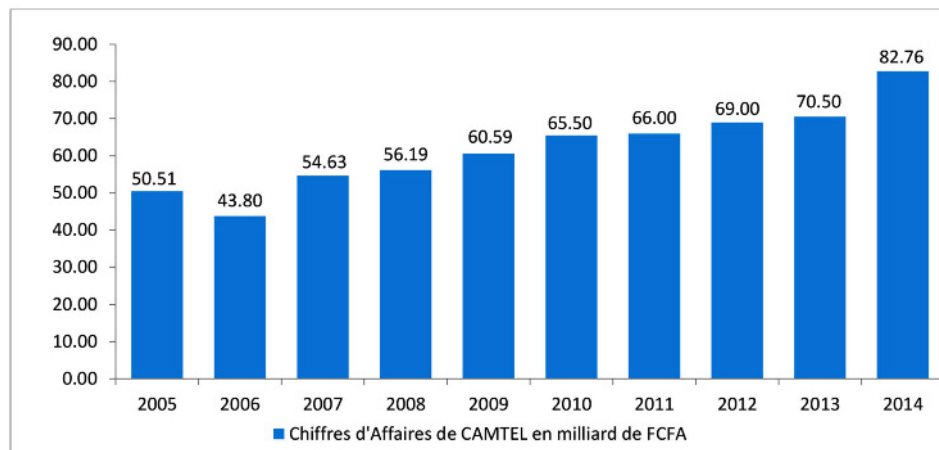
* Les données de 2015 sont une estimation.

Le taux de pénétration à la téléphonie mobile se situe autour de 80% en 2015*. Cependant, si l'on prend en compte le fait que cet indicateur se réfère davantage au nombre de puces vendues, et en estimant que 30% du parc détient plus d'une puce, le taux réel de pénétration se situerait autour de 50%.

Nombre d'abonnés à l'Internet

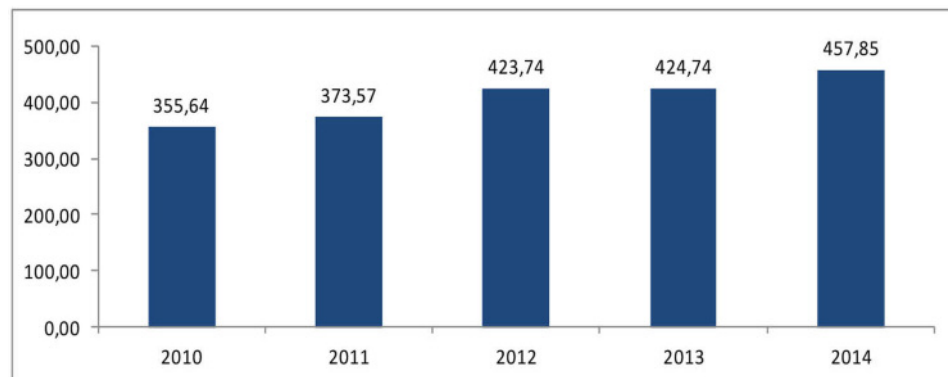


Revenus du marché de la Téléphonie fixe et CDMA

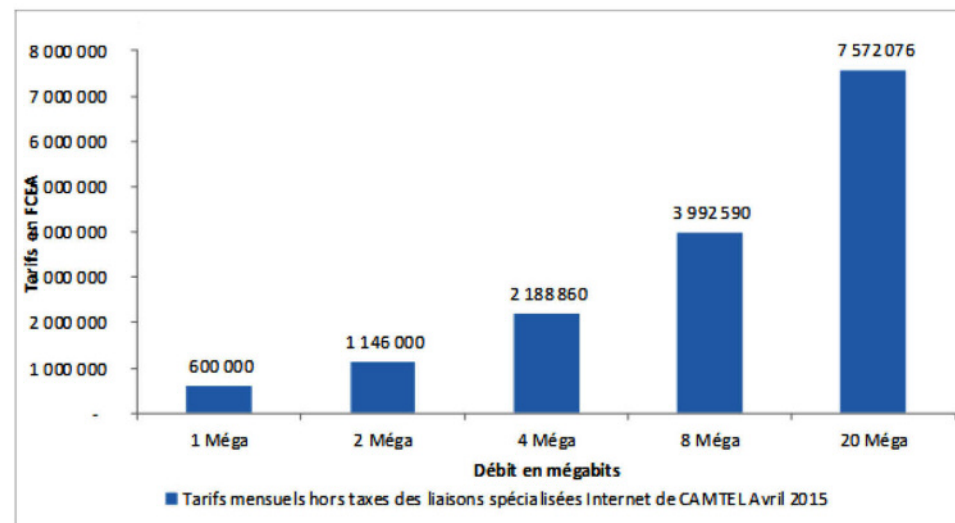


Revenu de la Téléphonie mobile

- Chiffres d'affaires marché mobile en milliard de FCFA



- Tarifs mensuels hors taxes des liaisons spécialisées Internet de CAMTEL
- Avril 2015



- Equipementiers de télécommunications

Le Cameroun reste importateur des équipements de télécommunications. La stratégie sectorielle prévoit le développement d'une industrie de télécommunications. Le projet de création de technopole, dont les études complémentaires seront financées par la BAD s'inscrit dans cette logique.

- Equipement informatique

Le Cameroun est importateur du matériel informatique.

- Electronique grand public

Ce secteur d'activité n'est pas encore développé au Cameroun.

- **Composants système**

Le Cameroun demeure importateur dans cette filière.

- **Editeurs de logiciel**

Un marché local des éditeurs de logiciel existe.

- **Services informatiques**

Plusieurs entreprises locales ou filiales d'entreprises étrangères fournissent des services informatiques au Cameroun. Mais il n'existe pas de données permettant d'évaluer ce secteur.

b) Le secteur de la nouvelle économie

Il s'agit du contenu numérique dont l'émergence est liée uniquement à l'émergence du numérique (Voir les indicateurs du marché du numérique).

- **Commerce en ligne**

Il existe quelques sites camerounais proposant de faire du commerce en ligne. Mais pour mieux apprécier l'état des lieux de ce secteur, les indicateurs suivants doivent être renseignés :

- nombre de e-commerçants ;
- chiffre d'affaires du e-commerce ;
- nombre de transactions en ligne.

- **Internet large bande**

Le taux d'utilisation d'Internet large bande est le préalable au développement de l'économie numérique. Selon l'UIT, le taux d'accès à l'Internet large bande est de 4% au Cameroun en 2015.

- **Médias et contenus en lignes**

Le marché des produits numériques tels que les médias en ligne, les produits culturels en ligne, le marché des jeux vidéo, le marché de la communication... est naissant et déjà très dynamique au Cameroun. Des Dispositions aux plans institutionnel et réglementaire doivent permettre de mieux encadrer ce secteur.

c) Le secteur de la transformation numérique

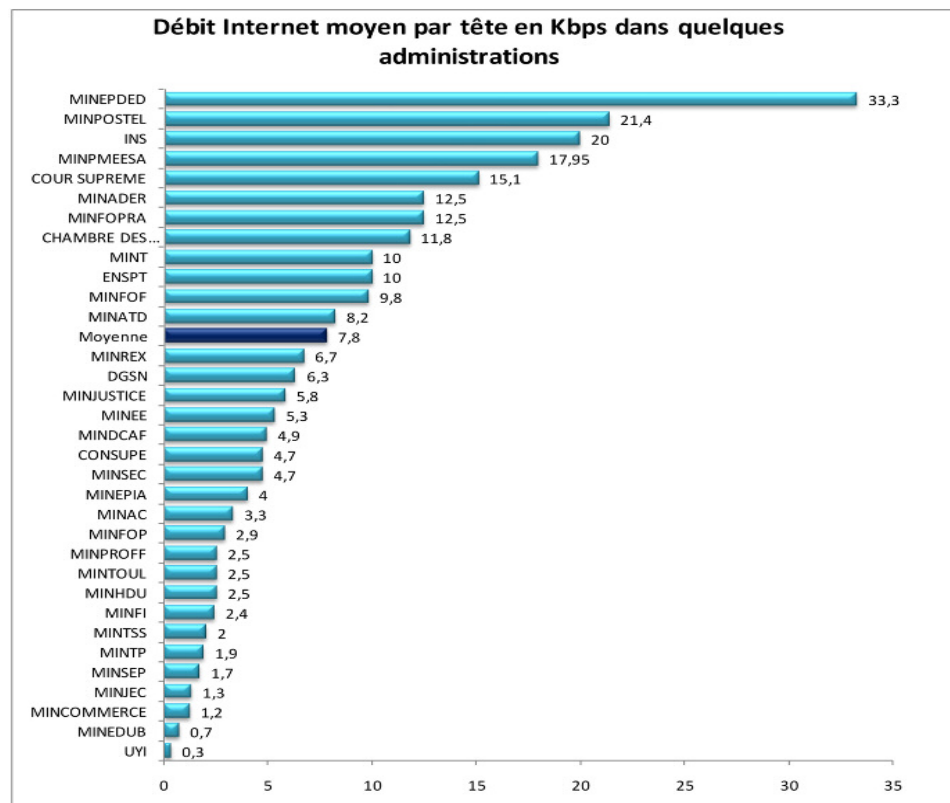
- **Administration : e-gov**

Une enquête réalisée en 2013 a permis de connaître le niveau d'équipements des TICs des Administrations, comme illustrés dans les graphiques ci-dessous :

Nombre d'ordinateurs pour 100 personnes dans les services centraux des Administrations Publiques

Le taux moyen de pénétration dans les services centraux des ministères et de certaines administrations et institutions est d'environ 42%, soit 42 ordinateurs pour 100 personnes. Le Ministère de la promotion de la Femme et de la Famille est le moins loti, avec 5,9% de taux de pénétration en ordinateurs. Avec respectivement 133% et 125% de taux d'équipement, le MINEPDED et le MINADER sont les mieux équipés en ordinateurs. Le MINPOSTEL reste largement en dessous de la moyenne, avec un taux de pénétration de seulement 23,8%.

Le débit moyen de l'Internet par Administration est de 4 Mb/s, soit environ 1,55Kb/s par tête, ce qui est largement en dessous de l'objectif d'un accès large bande, qui devrait tourner en moyenne autour de 2Mb/s par tête.



- **Banque : eBanking**

Niveau d'adoption des TIC par les institutions financières locales : l'accès aux TICs de l'ensemble des banques est une réalité.

Des activités en cours telles que le mobile banking, le mobile money permettront d'améliorer le taux de bancarisation au Cameroun qui se situe autour de 12% aujourd'hui.

- **Santé : initiative e-santé**

04 Centres hospitaliers camerounais sont connectés à un réseau de télé-médecine.

Le développement des applications telles que le cardiopad, GiftedMoon va permettre d'améliorer l'accès des populations aux services de santé.

- **Education : e-éducation**

- 28 sur 33 sites des universités d'Etat sont connectés à Internet ;
- 50 lycées sont connectés à Internet ;
- nombre de bibliothèques numériques. Il n'y a pas encore de bibliothèque numérique digne de ce nom.

- **Culture et tourisme**

La plateforme pour la numérisation du patrimoine touristique et culturel en cours de déploiement.

d) **Cybersécurité**

- **Indicateur du marché de la certification électronique**

Il existe une autorité de certification, l'ANTIC et le nombre d'applications sécurisées est de 05 à nos jours.

Les banques, filiales d'entreprises multinationales sécurisent leurs données grâce aux PKI mises à disposition par leur maison mère (Ecobank, SCB, SGBC, Standard ...).

La BEAC dispose également de sa propre PKI.

L'ANTIC est en pourparler avec l'APECCAM, pour sécuriser les applications utilisées par les établissements bancaires au sein de l'APECCAM.

La PKI de l'ANTIC nécessite une mise à niveau pour une reconnaissance mutuelle au plan international. Un projet est en cours avec la BAD dans ce sens.

- **CIRT**

Il existe actuellement un CIRT mis en place par l'ANTIC. Un projet visant le renforcement de ce CIRT est en cours.

1.2. Positionnement du Cameroun au plan international dans le domaine du numérique

Plusieurs organisations au niveau international ont retenu divers indices et classements pour présenter le niveau de développement de l'économie numérique ou de certaines de ses composantes essentielles dans les pays, les sous régions, les régions ainsi qu'au niveau global.

Les plus connus de ces indices sont :

- L'indice de préparation de réseau (NRI) produit par le World Economic Forum
- L'indice de développement de l'e-government (EGDI) qui est produit

chaque année par le département des affaires économiques et sociales du secrétariat général des nations unies ;

- L'indice de cybersécurité (GCI) émanant de l'UIT.

Ces différents indices traduisent la situation absolue des économies mondiales dans les différents axes qui composent l'économie numérique.

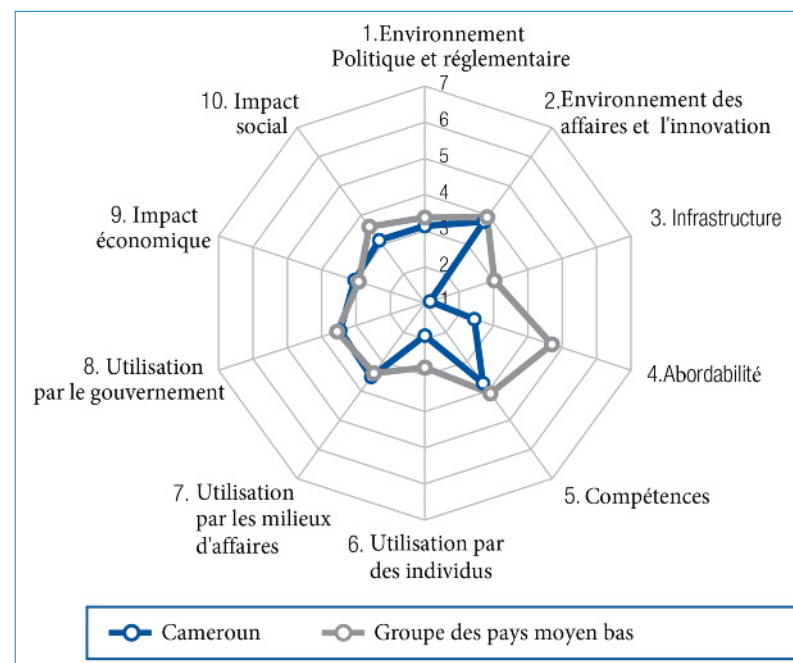
La situation du Cameroun se présente comme suit :

a) Indice "NRI" *

Avec une valeur de 3 sur une échelle de 1 à 7, le Cameroun occupe le 126e rang mondial sur les 143 pays évalués. Il est considéré comme un

pays moyen-bas. Le faible classement du Cameroun est dû notamment, au faible développement des infrastructures dont la valeur est de 1.2, au faible usage individuel avec une valeur de 1.9 et aux coûts peu abordables.

	Rang (sur 143)	Valeur (1-7)
Networked Readiness Index 2015	126	3,0
Networked Readiness Index 2014 (sur 148)	131	2,9
Networked Readiness Index 2013 (sur 144)	124	2,9
A. Sous-indice d'environnement	115	3,5
1er pilier : Environnement politique et réglementaire	112	3,1
2e pilier : Environnement des affaires et l'innovation	107	3,8
B. Sous-indice de l'état de préparation	136	2,4
3e pilier : Infrastructure	141	1,2
4e pilier : Abordabilité	132	2,4
5e pilier : Compétences	111	3,7
C. Sous-indice d'utilisation	116	3,0
6e pilier : Utilisation par les individus	130	1,9
7e pilier : Utilisation par les milieux d'affaires	80	3,5
8e pilier : Utilisation par le Gouvernement	103	3,5
D. Sous-indice d'impact	110	3,1
9e pilier : Impact économique	87	3,0
10e pilier : Impact social	118	3,1



Source : WEF, *Global Information Technology Report 2015*

^(*) Networked Readiness Index, mesure la capacité (facteurs, politiques, institutions) des Etats à se tenir prêt à utiliser et tirer profit des opportunités qu'offrent les TIC pour accroître la compétitivité de l'économie et le bien être des populations.

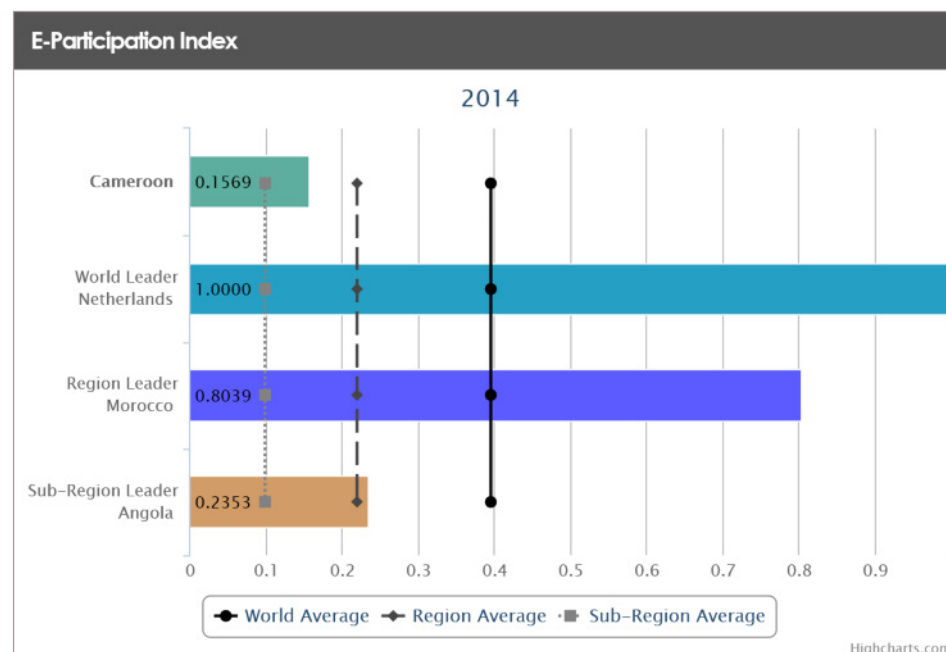
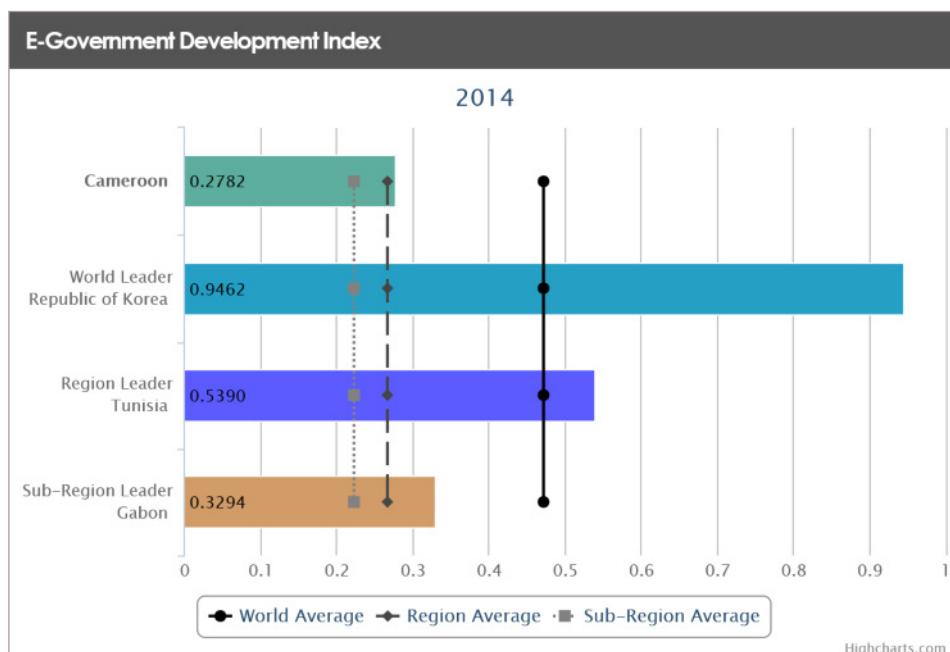
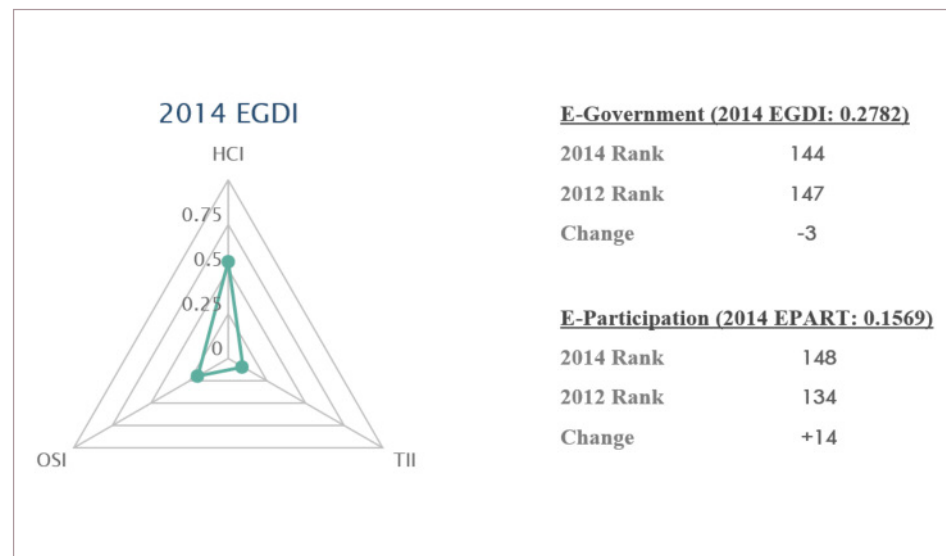
b) Indice de développement "E-Gov" *

Cet indice pour lequel le Cameroun affiche une valeur de 0,2782 sur une échelle de 0 à 1, intègre trois piliers, à savoir les infrastructures, le capital humain et les services en ligne.

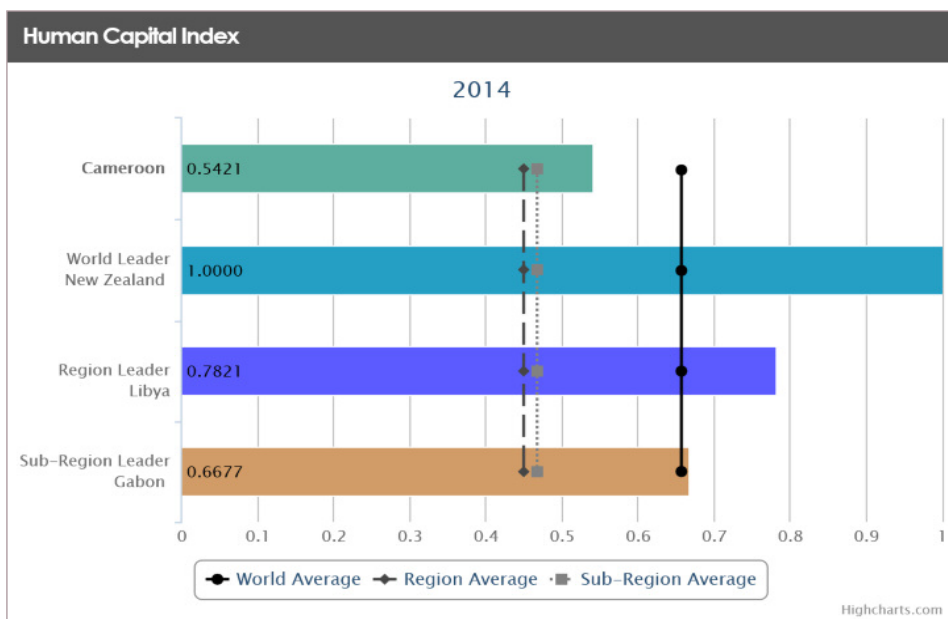
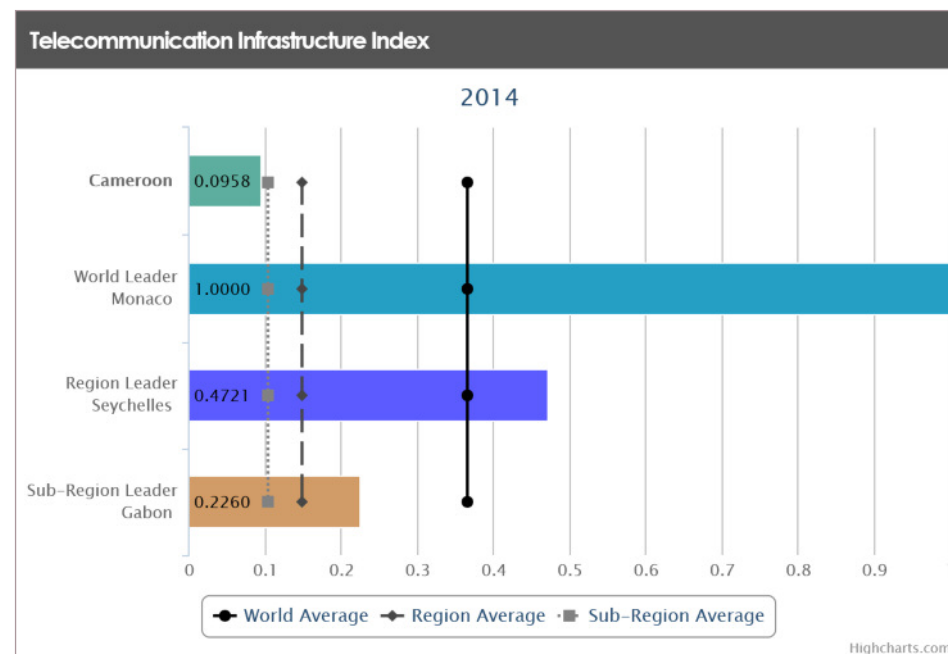
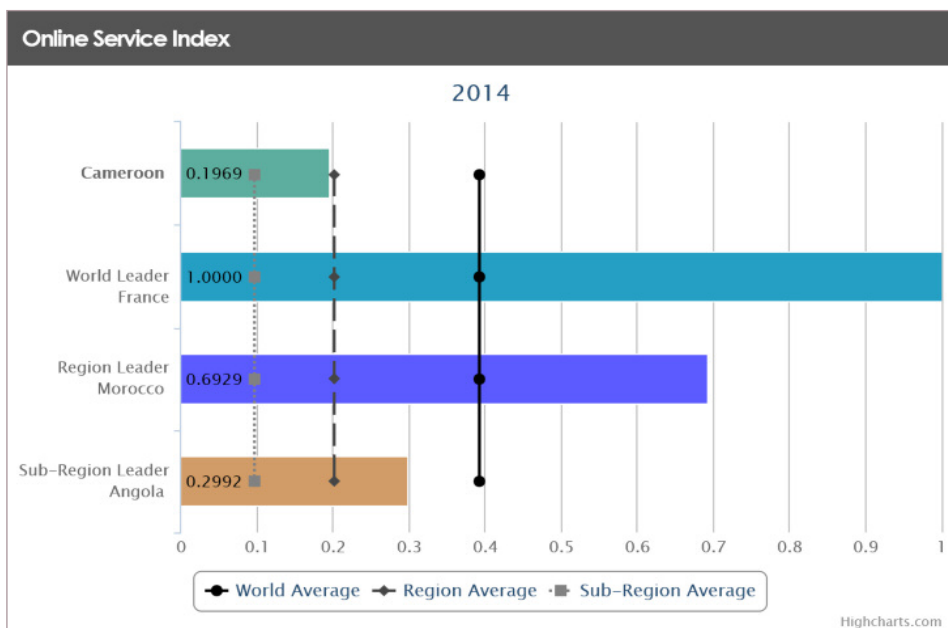
Sur ces piliers, le Cameroun affiche respectivement les valeurs de 0,0958 ; 0,5421 ; et 0,1968 sur une échelle de 0 à 1.

Si la situation du capital humain est acceptable, celle des infrastructures et des services en ligne est des moins enviables.

Le Cameroun occupe ainsi le second rang dans la sous-région Afrique centrale, derrière le Gabon dont la valeur de l'indice est de 0,3294. En Afrique, la Tunisie occupe le premier rang avec 0,5390 et au niveau mondial, la république de Corée est classée première avec 0,9462.



(*) EGDI mesure l'utilisation des TIC par le gouvernement pour mettre à disposition les informations et les services publics aux usagers. L'indice EGDI est la moyenne de trois indices : les services en ligne (Online Service Index : OSI), les infrastructures des télécommunications (Telecommunications Infrastructure Index : TII), le capital humain (Human Capacity Index : HCI)



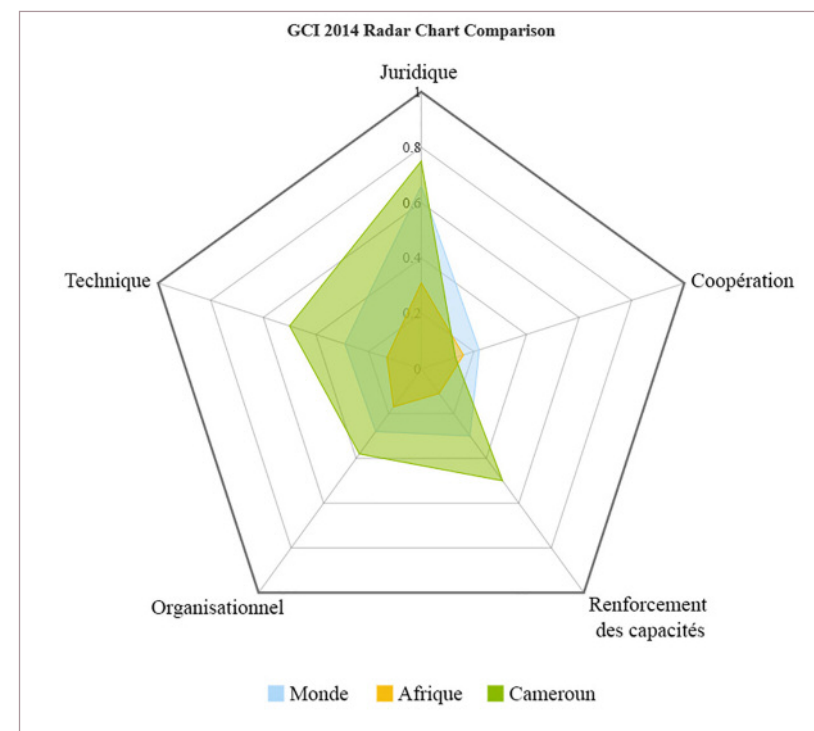
Source : United Nations Department Public Administration Country studies - 2014

c) Indice de Cybersécurité "GCI" *

Par rapport à cet indicateur, le Cameroun est classé 5e en Afrique et 15e ex aequo dans le monde. Cet indicateur montre que le niveau d'accès actuel au TIC jouit d'un niveau de sécurité acceptable.

	Cameroun	Moyenne Monde	Moyenne Afrique
Indice de cybersécurité (GCI)	0,4118	0,28	0,16
Sous-indice Juridique	0,7500	0,50	0,31
Sous-indice Technique	0,5000	0,27	0,13
Sous-indice Organisationnel	0,3750	0,28	0,17
Sous-indice Renforcement des capacités	0,5000	0,24	0,11
Sous-indice Coopération	0,1250	0,24	0,16

Source : Rapport avril 2015, *Indice de cybersécurité dans le monde et profils de cyber bien-être*



Source : UIT (GCI Interactive Comparison Tool)

Le niveau de ces indicateurs montre à suffisance que le Cameroun a des efforts à faire notamment, dans le développement des infrastructures de télécommunications. Le développement de ces infrastructures est la

condition préalable pour l'amélioration des autres composantes de ces indicateurs.

(*) GCI mesure le niveau de développement de chaque pays en matière de cybersécurité. Il présente l'engagement/l'état de préparation du pays en matière de cybersécurité.

2. Analyse diagnostic

L'analyse diagnostic de l'état des lieux et l'analyse diagnostic faite dans le document de stratégie de développement du domaine des télécommunications révisé en 2015 a permis d'identifier les problèmes principaux ci-dessous, qui entravent le développement de l'économie numérique au Cameroun. Ces problèmes sont classés en trois catégories à savoir, ceux qui entravent l'offre des services, ceux qui empêchent de booster la demande et enfin ceux relatifs à la bonne gouvernance, à la régulation et à la formation.

Du côté de l'offre

- Absence d'un plan directeur de développement de l'infrastructure large bande ;
- Le faible développement des infrastructures large bande ;
- Insuffisance quantitative et qualitative des infrastructures ;
- Faible couverture des réseaux mobiles 3G et 4G ;
- La structure monopolistique du marché d'accès à la bande passante nationale et internationale et la non régulation de ces segments de marchés, impliquant des tarifs de détail élevés ;
- La faible transformation des secteurs d'activités, due à une faible disponibilité des solutions TIC ;
- Absence d'une industrie locale de développement des contenus numérique ;
- La recherche et l'innovation non suffisamment encadrée.

Du côté de la demande

- Faible transformation numérique de la société
- Très faible taux d'accès à l'Internet haut débit par les ménages
- Faible taux d'accès à l'internet très haut débit par les entreprises
- Une faible culture à l'usage des TICs
- Des tarifs de détail encore élevés
- Une faible dématérialisation des services publics
- Une faible disponibilité de services en ligne

Du côté de la gouvernance et formation

- Le cadre de confiance dans l'économie numérique non suffisamment adapté.
- La non adaptation du cadre réglementaire actuel au développement de l'économie numérique et la publication non encore achevée des textes d'application des trois lois pour rendre le cadre juridique et réglementaire plus adapté ;
- La non adaptation du cadre institutionnel au développement de l'économie numérique
- Faiblesse de la régulation pour l'accompagnement en vue du développement de l'économie numérique ;
- Inadéquation de la formation par rapport aux besoins d'emplois du domaine ;
- Insuffisance des ressources financières.



ENJEUX ET OPPORTUNITÉS DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE

Au plan du développement humain et économique

L'enjeu majeur de l'évolution du Cameroun vers l'économie numérique est de créer de la valeur ajoutée en vue d'améliorer le niveau de vie et le bien-être social des camerounais.

L'utilisation efficace des technologies de l'Information et de la communication, dans tous les domaines de la vie économique et sociale est une priorité pour assurer au Cameroun une croissance économique durable.

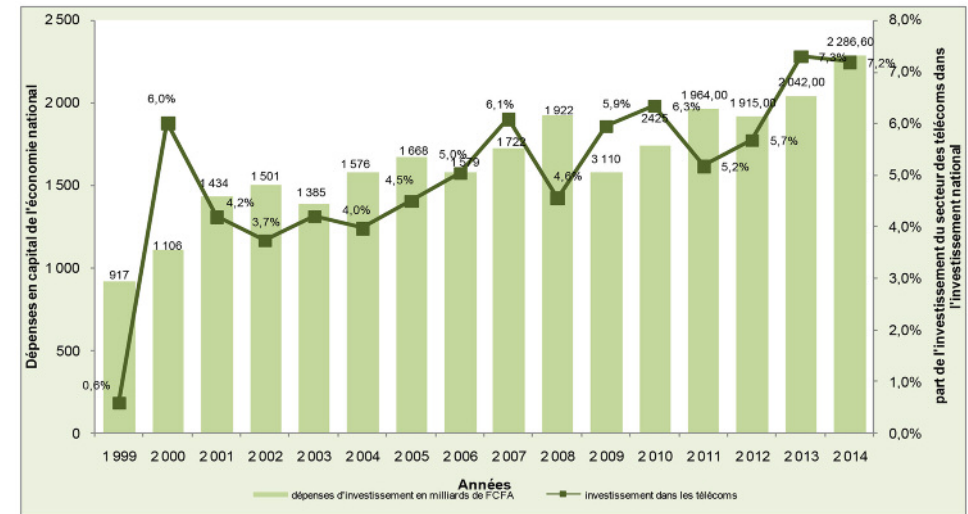
Les télécommunications constituent l'un des secteurs les plus importants de l'économie du Cameroun, avec une contribution au PIB de près de 5%, soit un chiffre d'affaires réalisé de plus de 538 milliards de FCFA au cours de l'année 2014 par les opérateurs titulaires d'une concession de services publics uniquement*.



Source : MINPOSTEL

(*) Camtel, Orange, MTN, Nexttel.

Le volume cumulé des investissements des opérateurs à concession est estimé à près de 1387,17 milliards de FCFA entre juin 1998 et décembre 2013. Depuis 2010, les investissements des opérateurs à concession s'élèvent à plus de 100 milliards de FCFA par an, soit près de 6% du total des investissements annuels au Cameroun. A ce chiffre, il convient d'ajouter les investissements réalisés par les autres fournisseurs de services et autres prestations dans le secteur, non soumis au régime de concession.



Source : MINPOSTEL

En ce qui concerne l'amélioration de la productivité des entreprises

- la capacité des entreprises à collecter, produire et gérer l'information est devenue le vecteur essentiel de la croissance économique, de la productivité, de la compétitivité et de l'innovation ;

- le taux de pénétration des TIC dans les entreprises, en particulier les PME, et leur utilisation répandue et effective jouent un rôle primordial dans le développement d'une économie du savoir et dans la capacité des entreprises à produire une valeur ajoutée supérieure et à créer de nouveaux gisements d'emplois. Or au Cameroun, le tissu économique est essentiellement constitué des PME, qui ont peu accès à cette société de l'information.

Il y a donc lieu :

- de répondre aux exigences de l'industrie en matière de qualité, de coût et de délais de mise à disposition des services TICs ;
- de développer de nouveaux processus pour la création de métiers dans l'écosystème numérique, notamment par des modules de formation appropriés dans toute la chaîne de formation verticale, horizontale et en ligne.

Sur le plan de l'accès à la connaissance : principal enjeu pour le citoyen

- Les TIC et l'Internet facilitent la communication et l'accès à la connaissance et au savoir. Ils permettent aux citoyens, au-delà d'un accès facile et rapide à l'information, des gains de temps considérables notamment grâce à la disponibilité des services à distance.
- Dans ce contexte, après les avancées réalisées en termes d'équipements des citoyens en téléphonie mobile, la pro-

chaîne étape serait d'accélérer le processus de démocratisation d'Internet à domicile et d'inciter à une adoption rapide des nouvelles technologies par les citoyens dans leur vie au quotidien.

Pour la recherche développement et l'innovation

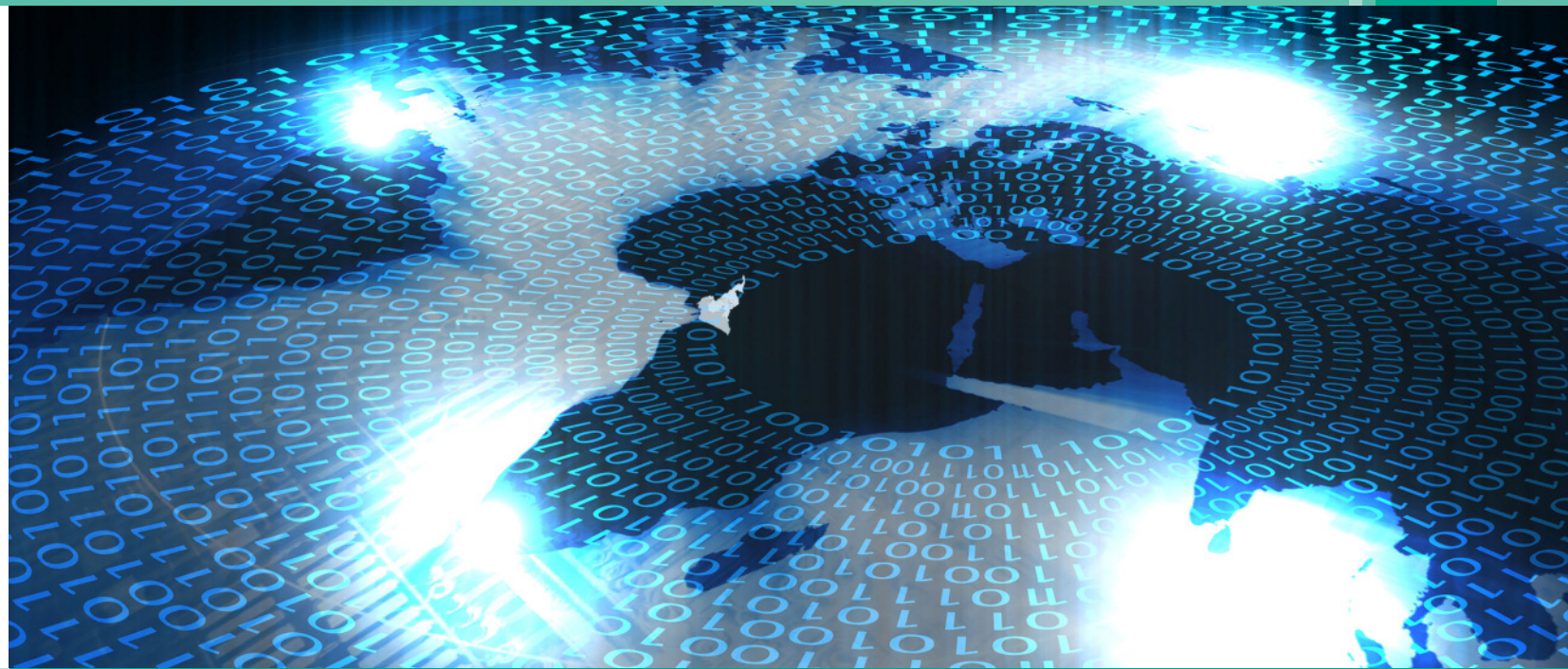
L'enjeu est de créer une plus grande proximité entre chercheurs du monde académique et entreprises, pour permettre une meilleure focalisation sur des projets concrets et innovants soutenus par des industriels et un équilibre plus approprié entre la recherche fondamentale et la recherche appliquée orientée vers les débouchés commerciaux.

En ce qui concerne la création d'une industrie TIC locale.

Qu'il s'agisse des contenus ou de l'infrastructure, la création d'une industrie locale des TIC demeure un enjeu important pour le Cameroun. Sa mise en œuvre constitue un gisement important de croissance et d'emplois.

Les enjeux pour les administrations : amélioration de l'efficacité et réduction des coûts.

La mise en œuvre de la gouvernance électronique (e-governement) par le biais d'un traitement simplifié et automatisé de l'information, permettra au secteur public de réaliser des gains d'efficacité et d'efficacité importants.



PLAN STRATÉGIQUE CAMEROUN NUMÉRIQUE 2020 : CHOIX STRATÉGIQUES

VISION :

« Faire du Cameroun un pays numérique en 2020 »



Le plan stratégique pour le développement de l'économie numérique a pour ancrage la vision Cameroun 2035, le DSCE, la stratégie de développement du domaine des télécommunications et TICs validée en 2005 et révisée en 2015. Cette dernière stratégie a pour vision de « **faire du Cameroun un pays numérique** ».

Ce plan stratégique s'articule en huit axes bâtis autour des trois grandes dimensions de l'économie numérique : l'infrastructure, la nouvelle économie et la transformation des autres secteurs d'activités par les TICs et des aspects relatifs à l'offre, à la demande et à la gouvernance.

Le développement de l'offre des services dans l'économie numérique est traité autour des axes suivants :

- Développer les infrastructures large bande ;
- Accroître la production et l'offre des contenus numériques ;
- Développer une industrie locale du numérique et encourager la recherche et l'innovation ;

En ce qui concerne **les actions pour booster la demande**, elles sont déroulées dans les axes suivants :

- Assurer la transformation numérique de l'administration et des entreprises ;
- Promouvoir la culture du numérique par la généralisation de l'usage des TIC dans la société ;

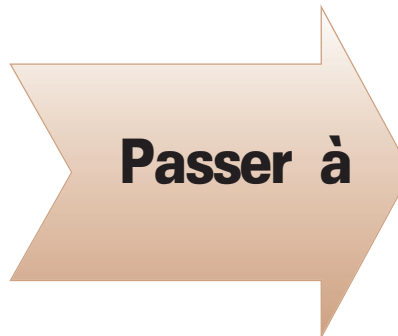
Les aspects relatifs à la gouvernance et à la régulation dans le développement de l'économie numérique sont quant à eux déclinés dans les axes ci-après :

- renforcer la confiance numérique ;
- assurer le développement du capital humain et le leadership dans le numérique ;
- assurer l'amélioration de la gouvernance et appui institutionnel.

AXES STRATÉGIQUES

1. Développer les infrastructures large bande ;
2. Accroître la production et l'offre des contenus numériques ;
3. Assurer la transformation numérique de l'administration et des entreprises ;
4. Promouvoir la culture du numérique par la généralisation de l'usage des TIC dans la société ;
5. Renforcer la confiance numérique ;
6. Développer une industrie locale du numérique et encourager la recherche et l'innovation ;
7. Assurer le développement du capital humain et le leadership dans le numérique ;
8. Assurer l'amélioration de la gouvernance et appui institutionnel.

Indicateurs	2016	2020
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE		
Contribution du numérique au PIB*	5%	10%
Nombre d'emplois directs créés dans le numérique	10 000	50 000
Contribution annuelle moyenne du secteur au titre d'impôts et taxes	136 MF cfa	300 MF cfa
DÉVELOPPEMENT SOCIAL		
% de ménages ayant accès à l'Internet	6%	20%
% d'accès à l'Internet haut débit dans les grandes entreprises	ND	95%
% population ayant un accès large bande fixe à domicile (au moins 2 Mbits)	4%	10%
% population ayant un accès large bande mobile	ND	65%
Population rurale desservie par point d'accès communautaire	47 000	10 000
Coût moyen du Mbit/s par mois (Fcfa)	23 000	10 000
POSITIONNEMENT INTERNATIONAL		
Indice de Développement du e-Government (EGDI)	0,2782	0,50
Networked Readiness Index "NRI"	3,0	4,50
Indice de Cybersécurité "GCI"	0,4118	0,65



SYNTHÈSE

Mettre en œuvre une véritable politique d'aménagement numérique du Cameroun par la qualité de ses infrastructures, garantissant un accès haut débit sur l'ensemble du territoire et très haut débit pour certaines zones prioritaires, afin de développer l'intensité numérique des entreprises et des citoyens, et d'améliorer la connectivité avec les pays de la sous-région Afrique Centrale.

Objectif stratégique 1 : Généraliser l'accès large bande pour les citoyens, les entreprises et les ménages.

Objectifs spécifiques :

- porter la télé densité fixe à 45% à l'horizon 2020 ;
- porter la télé densité mobile à 95% à l'horizon 2020 ;
- porter le taux de pénétration du large bande à 20% à l'horizon 2020 ;
- porter à 20% le taux de pénétration Internet pour les ménages à l'horizon 2020 ;
- mettre le coût d'accès aux services large bande à moins de 5% du revenu mensuel moyen d'un citoyen à l'horizon 2020 ;
- porter le taux de pénétration de l'Internet de 11% en 2016 et à 50% en 2020 ;
- porter la bande passante internationale par utilisateur de l'Internet à 2Mbits/s.

Actions/initiatives

- Raccorder tous les Chefs-lieux des départements au backbone national à fibre optique à l'horizon 2018 ;
- Raccorder tous les Chefs-lieux d'arrondissements au backbone national à fibre optique à l'horizon 2020 ;
- Construire les points d'atterrissement des câbles sous-marins ACE et CBSC, les activer et les rendre opérationnels ;



- Doter le Cameroun d'une infrastructure satellitaire ;
- Encourager l'investissement privé dans les infrastructures de transport et d'accès ;
- Promouvoir les technologies d'accès à moindre coût ;
- Développer les réseaux d'accès filaires en technologie FTTX;
- Optimiser l'exploitation des points d'atterrissement des câbles sous-marins;
- Assurer la connexion haut débit des administrations ;
- Assurer la connexion haut débit de tous les lycées ;
- Poursuivre la connexion haut débit de tous les bureaux de poste ;
- Assurer la connexion haut débit de tous les points de contact postal ;
- Assurer la connexion haut débit de tous les TCP ;
- Assurer l'accès gratuit aux contenus nationaux dans les espaces publics ;

- Encourager le partage des infrastructures ;
- Assurer une mise en œuvre coordonnée de l'infrastructure de transport ;
- Assurer la migration des réseaux du protocole Internet Version 4 vers Version 6 (IPv4/IPv6) ;
- Veiller à l'orientation des tarifs vers les coûts ;
- Faire des TCP de véritables espaces d'échanges ;
- Intégrer dans les marchés des infrastructures routières et ferroviaires la pose des canalisations du réseau de transport.
- Intégrer dans les contrats de voies d'accès vers les nouveaux ou les anciens quartiers et de construction des logements sociaux, la pose des canalisations du réseau d'accès et de distribution interne dans les logements.
- Elaborer en collaboration avec les collectivités territoriales décentralisées les schémas directeurs d'aménagement numérique ;
- Etendre la construction des réseaux d'accès mobiles 3G/4G ;
- Construire des Datacenters pour l'administration et les entreprises et promouvoir les technologies du Cloud et la gestion rationnelle des métadonnées (Big data) ;
- Veiller au respect des normes et standards dans la mise en place des infrastructures ;
- Installer le Wifi partout dans les espaces publics des grandes villes.

SYNTHÈSE

Développer et structurer le secteur et l'écosystème TIC pour capter les opportunités et augmenter la valeur ajoutée de l'économie du numérique au profit du Cameroun.

Objectif stratégique : Disposer de contenus attractifs développés et hébergés au niveau local

Objectifs spécifiques :

- développer les contenus numériques nationaux et accroître la visibilité du Cameroun à travers le .cm
- héberger au niveau local 70% des contenus nationaux ;
- rendre plus visible l'image du Cameroun sur l'Internet ;
- créer un environnement propice au développement des contenus locaux.

Actions/initiatives

- Rendre Fonctionnel le portail web gouvernemental ;
- Numériser et diffuser le patrimoine touristique et culturel national ;
- Promouvoir le Développement des contenus des e-applications dans tous les secteurs d'activités notamment la santé, le tourisme, l'éducation, les transports, l'agriculture ;
- Primer chaque année les meilleures applications dans les secteurs d'activités propices (santé, éducation, agriculture) ;
- Etablir et rendre disponible gratuitement la carte numérique du Cameroun, afin de favoriser le développement des applications et services utilisant les Systèmes d'information géographique ;
- Numériser et mettre en ligne les archives nationales ;



- Promouvoir la mise en place de plateformes locales de e-commerce (livres, musique, films...) ;
- Promouvoir le développement des activités ludiques (jeux, loisirs) en ligne ;
- Promouvoir le domaine national .cm ;
- Produire les contenus dans les langues nationales, notamment dans le secteur de l'éducation ;
- Promouvoir les salons/fora de contenus locaux ;
- Promouvoir la perspective genre dans le développement des contenus ;
- Inciter la création des contenus pédagogiques en ligne ;
- Mettre en place une offre des services d'interconnexion IP multicanal (Voix, SMS, USSD) par les opérateurs concessionnaires pour les opérateurs alternatifs d'accès mobile SVA.

SYNTHÈSE

Cet axe porte sur des actions à mener pour que la révolution numérique transforme les secteurs d'activités classiques, et permet aux entreprises et structures de ces secteurs d'offrir également leurs services de façon virtuelle (grâce à l'infrastructure de télécommunications large bande et à l'Internet), afin d'accroître leur nombre d'usagers, ainsi que la valeur ajoutée liée à leurs activités.

Objectif stratégique : Accélérer la transformation numérique de l'administration et des entreprises pour accroître leur efficacité, transparence, compétitivité et productivité.

Objectifs spécifiques :

- porter l'Indice de développement E-Gov de 0,2782 à 0,50 à l'horizon 2020 ;
- rendre disponible en ligne 100% des formulaires administratifs ;
- porter l'indice NRI à 4,5 à l'horizon 2020 ;
- porter l'Indice de services en ligne défini par les Nations Unies de 0,1524 à 0,4 à l'horizon 2020 ;
- porter l'indice E-participation défini par les Nations Unies de 0.1571 à 0,3000 à l'horizon 2020.

Actions/initiatives

- Mettre en place un intranet gouvernemental ;
- Mettre en place un portail donnant accès à tous les services publics ;
- Mettre en place un système de messagerie robuste pour l'administration (@x.gov.cm) ;
- Dématérialiser les procédures administratives ;
- Développer et Promouvoir le Numérique dans l'administration ;
- Mettre en œuvre, à l'horizon 2018, les services et projets phares ci-après :
 - dossiers de réponse en ligne aux Marchés Publics ;



- déclarations sociales pour les employés avec la CNPS ;
- déclaration et paiement en ligne des impôts ;
- déclaration de Douanes ;
- dématérialisation des procédures d'import et d'export. ;
- état civil et Système d'Information des Collectivités locales ;
- plateforme e-scolarité / inscription en ligne ;
- visa électronique.

- Mettre en œuvre, à horizon 2020, l'ensemble des services et projets e-gouvernement ;
- Faciliter les paiements en ligne ;
- Développer des Marketplaces universels ;
- Développer et promouvoir le eTourisme ;
- Développer et promouvoir le eRetail et eLogistic ;
- Développer et promouvoir le eSanté ;
- Développer et promouvoir les services postaux en ligne ;

- Sensibiliser les entreprises à l'importance et à l'impact de la transition numérique ;
- Développer pour chaque secteur, un outil d'autodiagnostic adapté à ses spécificités afin d'aider les entreprises à évaluer leur niveau de maturité en transition numérique et d'identifier les opportunités présentant le plus de bénéfices le long de leur chaîne de valeur ;
- Accompagner la transition numérique par une offre de structures de coaching certifiées ;
- Agréer des centres de formation en coaching des technologies ;
- Encourager les groupements des entreprises à activer le numérique (diffusion des bonnes pratiques numériques au sein du secteur, mutualisation des besoins TIC transversaux, vision Open source, Cloud, ...) ;
- Favoriser les échanges et la promotion de « success stories » de transformation numérique par et pour les entreprises camerounaises, par le biais de rencontres ;
- Mettre en place un centre de ressources mutualisées disposant des études et des recommandations sur la transition numérique et faciliter leur diffusion ;
- Mener des études d'impact des TIC dans tous les secteurs de production ;
- Mettre en place une plateforme de télé présence dans l'administration Camerounaise ;
- Promouvoir la mise en place de plateformes locales de e-commerce (livres, musique, films...) ;
- Rendre obligatoire les transactions numériques entre l'administration et les entreprises ;
- Poursuivre les formations aux outils des TICs dans toutes les administrations ;
- S'assurer de la disponibilité et de la mise en œuvre d'un schéma directeur TIC par toutes les administrations.

SYNTHÈSE

La révolution numérique n'aura tout son sens que si la société dans son ensemble adopte les TIC dans son mode de vie. Ainsi, l'avènement de l'économie numérique au Cameroun passera inévitablement par la généralisation de l'usage des TIC par les particuliers, les administrations et les entreprises.

Objectif stratégique : Améliorer la qualité de vie du citoyen par un meilleur usage du numérique

Objectif spécifiques :

- porter à 5% le taux de pénétration Internet pour les ménages à 2 méga bits à l'horizon 2020 ;
- porter le taux de pénétration de l'Internet haut débit des entreprises ayant au moins cinq employés à 50% à l'horizon 2020 ;
- porter à 20% le nombre des sites marchands ;
- passer de 6% à 20% le taux de ménages ayant accès à l'Internet ;
- porter à 95% le taux d'accès à l'Internet haut débit dans les grandes entreprises ;
- passer de 4% à 10% le taux de la population ayant un accès large bande fixe à domicile (au moins 2 Mbits) ;
- porter à 65% le taux de la population ayant un accès large bande mobile ;
- passer de 47 000 à 10 000, la population rurale desservie par un point d'accès communautaire ;
- passer de 23 000 à 10 000, le coût moyen des services numériques par utilisateur par an (Fcfa).

Actions/initiatives :

- Mettre en place des mécanismes d'incitation et promouvoir l'accès



- et l'usage du numérique auprès du citoyen ;
- Faciliter l'acquisition des équipements terminaux et des accès pour certaines franges de la population (enseignants, étudiants, chercheurs, centres communautaires, etc.) ;
- Développer des e-services publics à usage obligatoire par le citoyen ;
- Développer les compétences et usages du numérique au sein des Administrations ;
- Encourager les personnes morales à l'utilisation des services transactionnels ;
- Assurer l'accès gratuit aux contenus nationaux dans les espaces publics ;
- Promouvoir la baisse des coûts des services ;
- Promouvoir le commerce en ligne ;
- Offrir à l'utilisateur un accès sécurisé aux services en ligne ;
- Mettre en place une messagerie nationale en « .cm ».

SYNTHÈSE

Il s'agit de l'ensemble des actions à entreprendre pour garantir la confiance des citoyens dans l'économie numérique. Ces actions visent notamment la sécurisation du cyber espace camerounais.

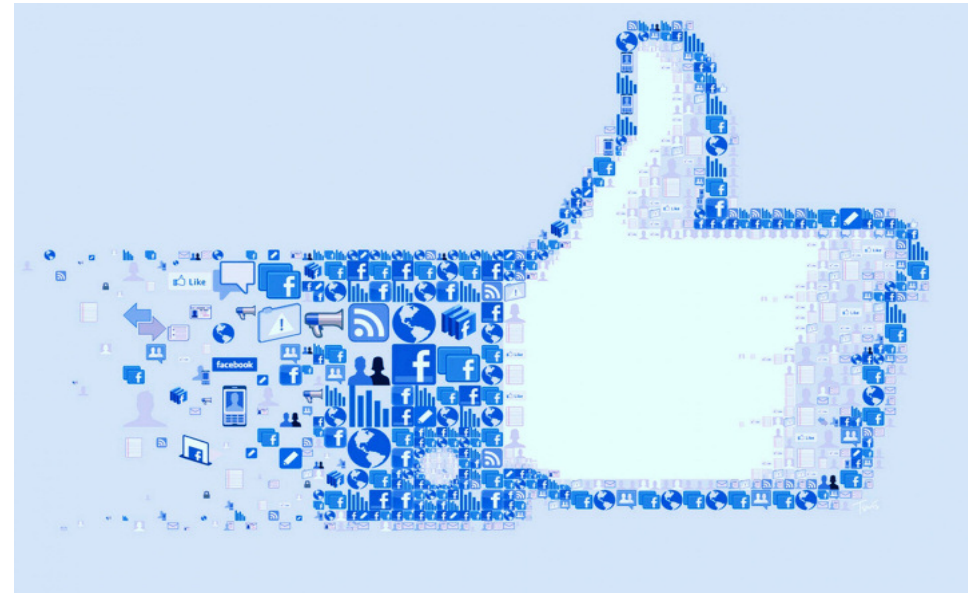
Objectif stratégique : Mettre en place les conditions favorables pour susciter la confiance dans l'économie numérique

Objectifs spécifiques :

- porter l'indice de cybersécurité GCI de 0,41 à 0,65 ;
- sécuriser 100% des applications gouvernementales ;
- sécuriser la totalité des sites web des administrations publiques ;
- porter le nombre d'autorités de certification secondaires de 0 à 10 ;
- porter le nombre d'auditeurs de sécurité agréés de 7 à 50 ;
- signer deux conventions de reconnaissance mutuelle dans le domaine de la certification électronique ;
- organiser dix campagnes de sensibilisation (émissions radio/TV hebdomadaire, spots publicitaires journaliers, prospectus, affichages réguliers, messageries SMS et réseaux sociaux (Facebook, Twitter,...) ;
- renforcer l'opérationnalisation du CIRT national et porter le nombre de CIRT par secteur d'activités de 0 à 5 (banque, industrie, éducation, santé, défense) ;
- sécuriser la totalité des infrastructures critiques nationales d'information;

Actions/initiatives

- Sécuriser les transactions électroniques ;
- Identifier et sécuriser les infrastructures critiques nationales ;
- Sensibiliser l'administration, les entreprises et les citoyens à la sécurité électronique ;



- Encourager la recherche/développement et l'innovation dans le domaine de la sécurité électronique ;
- Mettre en place une PKI développée par une expertise nationale en vue de la maîtrise de cette technologie, et de la promotion du commerce et des transactions électroniques ;
- Finaliser et suivre la mise en œuvre de la politique nationale de sécurité des réseaux et des systèmes d'information ;
- Elaborer des procédures et de normes de sécurisation des réseaux de communications électroniques ;
- Faire un état des lieux et le diagnostic des applications et bases de données des administrations et institutions publiques ;
- Vulgariser des guides de bonnes pratiques en matière de sécurité électronique ;
- Renforcer et coordonner les initiatives de sensibilisation ;
- Renforcer la coopération internationale en matière de cybersécurité, et de lutte contre la cybercriminalité et le cyberterrorisme ;

- Encourager le Partenariat Public privé pour la sécurisation des infrastructures critique ;
- Assurer la protection adéquate des données personnelles des citoyens ;
- Renforcer la sensibilisation aux enjeux de protection des données personnelles dès le plus jeune âge ;
- Inciter les organisations à se doter en interne de responsables de la cybersécurité ;
- Mettre en place une redondance de la PKI nationale ;
- Former les magistrats, les OPJ et les auxiliaires de justice sur la cybersécurité, la lutte contre la cybercriminalité et le cyberterrorisme, et sur l'appropriation des textes du secteur ;
- Favoriser l'intégration des experts en matière de cybersécurité, de lutte contre la cybercriminalité et le cyberterrorisme, dans les corps de métiers sécuritaires traditionnels ;
- Renforcer la surveillance du cyberspace national afin de minimiser le nombre d'incidents cybernétiques ;
- Elaborer une architecture sécurisée de développement des sites Web et rendre disponible l'usage des certificats SSL ;
- Mettre en place des points de contrôle de trafic entrant et sortant au niveau des points d'atterrissages (sous-marin, ...)

SYNTHÈSE

Il s'agit à travers cet axe, d'adapter la gouvernance du secteur industriel aux enjeux du numérique, d'encourager le développement de la création des entreprises locales du numérique, de développer des pôles d'excellence, dans l'innovation en matière du numérique.

Objectif stratégique : Développer au niveau national, des biens et services numériques produits localement

Objectifs spécifiques :

- porter à 50% le taux des ordinateurs et autres équipements TIC commercialisés au Cameroun issus de l'industrie locale ;
- réduire de 50% les importations de biens et services des TIC ;
- multiplier par 50 le nombre de programmes de recherche et développement en TIC conduits par les universités en partenariat avec les entreprises ;
- accompagner la création d'au moins 20 start up par an dans le domaine du numérique ;
- créer un parc technologique pour l'économie numérique ;
- créer 08 instituts d'études et de recherche sur le numérique au sein des universités ;
- créer deux Centres d'innovation dans le domaine du numérique.

Actions/initiatives

- Privilégier les biens et services TIC produits localement dans les commandes publiques ;
- Créer des instituts d'études et de recherche sur le numérique dans toutes les universités d'Etat ;
- Renforcer la connexion haut débit des universités et créer des laboratoires du numérique ;



- Créer un cadre/plate-forme d'échanges entre le gouvernement et les groupements d'entreprises pour le développement de l'économie numérique ;
- Faciliter l'implantation des entreprises/investisseurs étrangers aux technopoles nationales ;
- Labéliser et primer chaque année les meilleurs produits TIC dans divers secteurs d'activités ;
- Organiser annuellement des salons et fora TIC ;
- Mettre en place un environnement propice au développement de l'économie numérique ;
- Promouvoir la culture de l'Innovation Numérique ;
- Stimuler l'innovation au sein de l'administration publique, des universités et grandes écoles, des centres de recherche et des entreprises ;
- Encourager la mise en place des centres de recherche/développement en sécurité électronique (passer à 5 en 2020) ;
- Inventer les mécanismes de financement de l'innovation publique et privée;

- Encourager et faciliter l'accès des PME et startups aux marchés publics notamment par la réservation totale ou partielle de certains ;
- Utiliser la commande publique comme un levier pour le soutien de la capacité d'innovation des entreprises et pour le développement de nouvelles briques technologiques ;
- Envisager des mesures fiscales ou réglementaires pour soutenir les start-up dans certains secteurs porteurs ;
- Mise en place d'un fonds à capital risque pour le financement des start-ups ;
- Mise en place d'une stratégie de transfert de technologies entre entreprises et structures de recherche et d'innovation ;
- Mise en place des zones franches industrielles de production des équipements du numérique ;
- Appui à la mise en place des industries d'assemblage/fabrication de terminaux et équipements du numérique ;
- Appui à la mise en place d'une industrie locale de développement des applications « made in Cameroon » ;
- Mise en place des incubateurs du numérique ;
- Mise en place des clusters ;
- Mise en place d'un centre de traitement des déchets des équipements électriques et électroniques ;
- Mise en place d'un réseau national d'instituts de R&D dans le domaine du numérique ;
- Création des bureaux de gestion de la propriété intellectuelle et du transfert de technologie au sein des structures d'innovation ;
- développer les interfaces entreprises/start-ups pour stimuler les écosystèmes numériques ;
- Mettre en place une plateforme de référencement des PME numériques à destination des acheteurs publics ;
- Encourager la création des ateliers de fabrication numérique (fab labs).

SYNTHÈSE

L'illettrisme numérique constitue un frein important à l'avènement de la société de l'information. A cet effet, le renforcement des capacités des ressources humaines devient une priorité, pour faire du Cameroun un pays numérique à l'horizon 2020.

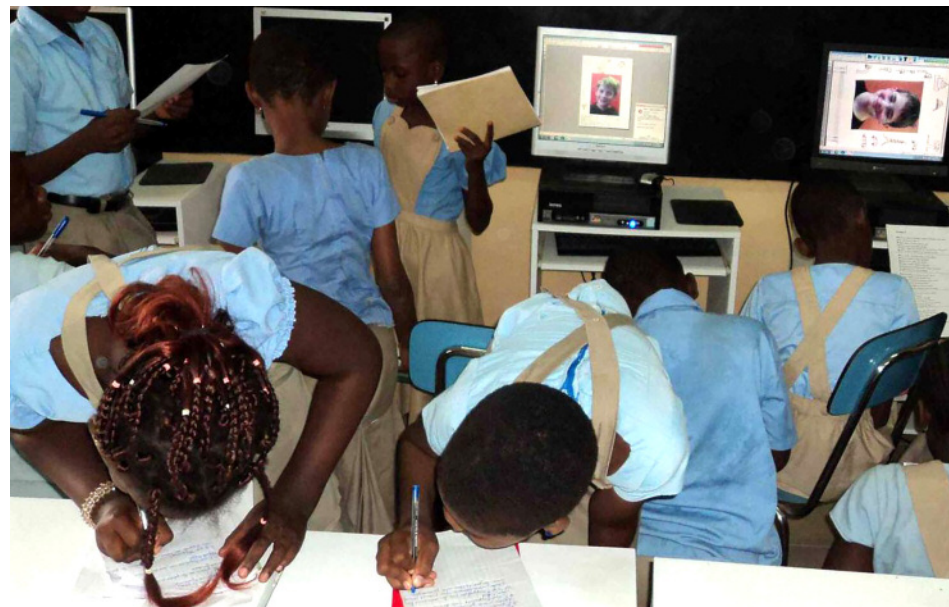
Objectif stratégique : assurer la disponibilité en qualité et en quantité des compétences humaines en mesure de répondre aux besoins de l'économie numérique.

Objectifs spécifiques :

- assurer la connectivité numérique des institutions nationales d'éducation et de formation (e-accessibility) ;
- développer des services éducatifs en ligne (e-learning) ;
- développer des pôles d'excellence ;
- assurer la formation et le renforcement des capacités aux besoins de l'économie numérique.

Actions/initiatives

- Former 2000 ingénieurs TIC dans la période 2016-2020 ;
- Porter le pourcentage des universités/grandes écoles ayant mis en place un PPP dans l'économie numérique à 10% ;
- Porter à 50% le taux d'établissements d'enseignement secondaires disposant de laboratoires multimédia avec connexion internet à haut débit ;
- Porter à 100% le taux d'élèves ingénieurs équipés de laptops et de connexion individuel internet à haut débit ;
- Connecter 30% des établissements d'éducation de base à l'internet haut débit par la mise en place de centres multimédias ;



- Assurer la gratuité de la formation dans les filières du numérique ;
- Exonérer de taxes d'acquisition d'équipements TIC par les élèves, les étudiants et les établissements scolaires et universitaires ;
- Recruter des spécialistes en sécurité des réseaux et des systèmes d'information et en investigations numériques (1000 d'ici 2020) ;
- Encourager les formations certifiantes et le renforcement des capacités du personnel des administrations publiques en matière de TIC et sécurité électronique ;
- Encourager l'inscription de la sécurité numérique dans les programmes d'enseignement à tous les niveaux scolaires et universitaires (passer à 50% des établissements de formation en 2020) ;
- Renforcer les capacités en matière de sécurité numérique ;
- Adapter les formations avec les niches des métiers en pénurie et d'avenir identifiés par les acteurs du secteur ;

- Créer un réseau de pôles d'excellence en ingénierie numérique ;
- Mettre en œuvre des programmes de formation à la transition numérique des métiers ;
- Construire et Equiper les Centres Régionaux d'apprentissage et de formation dans les TICs ;
- Généraliser la création des filières TI dans les établissements scolaires ;
- Appuyer au développement des compétences féminines dans le domaine de l'ingénierie numérique ;
- Apporter aux étudiants dans le cadre de leur cursus, des formations qualifiantes aboutissant à une certification ;
- Créer des Centres Pilotes e-Emploi dans les chefs-lieux des régions ;
- Etendre les Centres d'Information en Entrepreneuriat des Jeunes (CIIJ) ;
- Inclure le réseau informatique dans le DAO de construction des centres de formation ;
- Accélérer le développement et l'usage de la simulation numérique
- Soutenir les vocations technologiques et scientifiques chez les femmes ;
- Accroître la professionnalisation des enseignements en établissant des accords entre les universités et écoles et les éditeurs de certifications (CISCO, Microsoft, Oracle, etc.) ;
- Renforcer la formation d'ingénieurs et équivalents ainsi que la formation professionnelle de techniciens supérieurs dans le domaine des TIC
- Développer des formations sur les humanités numériques ;
- S'appuyer sur la diaspora camerounaise pour accompagner les jeunes entrepreneurs dans le secteur du numérique, par la formation et le mentorat en ligne.

SYNTHÈSE

La mise en œuvre des activités transversales telles l'audit du cadre juridique et réglementaire en vue de son adaptation à l'économie numérique, la mobilisation des financements nécessaires à la mise en œuvre de l'ensemble des projets identifiés, sont autant de facteurs indispensables à l'émergence de la société de l'information au Cameroun.

Objectif stratégique : Créer un environnement propice à l'essor du numérique pour le développement économique.

Objectifs spécifiques :

- améliorer le cadre législatif et réglementaire pour l'adapter à l'évolution de l'économie numérique ;
- réorganiser le cadre institutionnel pour mieux l'adapter au développement de l'économie numérique ;
- assurer l'accompagnement financier du développement du numérique.

Actions/initiatives

- Adapter le cadre législatif pour mettre les collectivités locales au cœur du développement des infrastructures dans leur territoire ;
- Réglementer le pré-câblage obligatoire en fibre optique des immeubles neufs ;
- Prendre en compte dans les contrats d'aménagement des voiries urbaines et de construction des logements sociaux, les canalisations du réseau d'accès en fibre optique et de distribution interne dans les logements ;
- Adapter la législation sur la cyber-sécurité et cybercriminalité, le cyber-terrorisme, le commerce électronique, la propriété intellectuelle, afin de prendre en compte les exigences de l'économie nu-



- mérique ;
- Elaborer un régime fiscal-douanier incitatif au développement de l'économie numérique ;
- Elaborer un texte sur la protection des données à caractère personnel ;
- Elaborer un cadre juridique national du financement par capital-risque ;
- Prendre des mesures incitatives, réglementaires et fiscales pour tout investissement dans la recherche et l'innovation numérique ;
- Elaborer une loi sur l'accès en ligne aux documents administratifs des institutions publiques ;
- Adapter la loi sur le partenariat public-privé au domaine de l'économie numérique ;
- Adapter la loi sur le transfert électronique de fonds ;
- Elaborer une loi régissant les paiements en ligne ;
- Créer une société nationale d'infrastructures et de transports dans le domaine des communications électroniques ;

- Mettre en place une instance de coordination des travaux d'infrastructures publiques intégrant les différentes administrations (travaux publics, transport, télécommunications, diffusion, énergie, eau, développement urbain, ...)
- Mettre en place un observatoire national et des observatoires régionaux des services de commerce électronique ;
- Créer un cadre de concertation des régulateurs multisectoriels pour coordonner le partage des infrastructures et encourager le partage des infrastructures entre les différents secteurs ;
- Mettre en place un cadre de concertation donneur d'ordre, preneur d'ordre et organismes de financement de l'économie numérique ;
- Mettre en place une plateforme commune d'identification des abonnés de réseaux de commerce électronique ;
- Mettre en place des centres/laboratoires de veille sécuritaire ;
- Mettre en place une structure de veille stratégique pour le développement de l'industrie numérique ;
- Mettre en place d'une Agence nationale de code ISRC (International Standard Recording Code) ;
- Elaborer la stratégie nationale de cyber-sécurité et le plan directeur de sécurisation des réseaux de commerce électronique ;
- Subventionner l'équipement des enseignants en ordinateurs et connexions Internet ;
- Subventionner l'équipement des élèves et étudiants en ordinateurs portables et connexions internet ;
- Mettre en place un fonds compétitif public-privé pour la R&D, dans le numérique ;
- Mettre en place d'un fonds à capital risque pour le financement des startups ;
- Réduire le coût de l'accès à internet haut débit dans les établissements d'enseignement supérieur ;
- Inciter les entreprises à l'utilisation des logiciels locaux ;
- Encadrer la sécurisation des plateformes d'échanges électroniques en veillant au respect des normes et niveaux de sécurité en vigueur ;
- Relire les lois sur les communications électroniques, le commerce électronique, la propriété intellectuelle, la cybersécurité, la cybercriminalité et le cyber-terrorisme au Cameroun, en associant toutes les parties prenantes ;
- Faciliter l'implantation des entreprises/investisseurs étrangers dans les technopoles nationales ;
- Inventer les mécanismes de financement de l'innovation publique et privée ;
- Envisager des mesures fiscales ou réglementaires pour soutenir les startups dans certains secteurs porteurs ;
- Elaboration d'un régime fiscal spécifique aux entreprises innovantes du numérique ;
- Elaboration d'un cadre réglementaire relatif à l'implantation et la gestion des entreprises du numérique ;
- Elaboration des Procédures de coordination des partenaires financiers ;
- Inciter au développement des formations à distance accessibles sur Internet ;
- Sensibiliser les responsables des administrations et des entreprises à l'utilisation des réseaux sociaux ;
- Faire l'audit légal et réglementaire du cadre juridique ;
- Faire l'audit et évaluation des programmes et projets du secteur ;
- Réglementer les activités des prestataires TIC (développeurs d'applications, fournitures de consommables, etc.) et définir un référentiel d'assurance qualité et de certification des produits et des entreprises ;
- Mettre en place un cadre réglementaire favorable au développement des opérateurs alternatifs de télécommunications, en particulier dans le domaine des services à valeur ajoutée.



PLAN D' ACTIONS PRIORITAIRES DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE AU CAMEROUN

Objectif Stratégique : Généraliser l'accès large bande pour les citoyens, les entreprises et les ménages

DÉSIGNATION DES PROJETS	OBJECTIFS	INDICATEURS	VALEUR DE RÉFÉRENCE		VALEUR CIBLE		PRIORITÉ	DOTATIONS BUDGÉTAIRES	PARTIES PRÉNANTES	FINANCEMENT/OBSERVATIONS
			Année	Valeur	Année	Valeur				
Elaboration d'un Plan Directeur de Développement des Infrastructures large bande	Assurer le développement harmonieux des infrastructures large bande au niveau national	Plan disponible	2016	0	2016	1	1	98 000 000	MINPOSTEL, CAB	FST, FINEX
Construction des tronçons des liaisons transnationales vers le Nigeria, la RCA, le Gabon, la Guinée Equatoriale, le Congo, le Tchad	Accroître la connectivité sous-régionale du Cameroun et contribuer à l'intégration sous-régionale dans le domaine des TIC	Nombre de liens d'interconnexion établis	2016	4	2017	8	1	13 943 308 813	CAB	FINEX
Construction des boucles optiques urbaines	Améliorer la qualité de services offerts par les opérateurs des télécommunications et TIC	Nombre de boucles optiques urbaines construites et opérationnelles	2016	4	2020	59	2	AD	MINPOSTEL, OPERATEURS	FST, OPERATEURS
Construction des réseaux d'accès large bande	Accroître l'accès des populations au service large bande	Taux d'accès aux services large bande	2016	4%	2020	50%				
Extension du backbone national en fibre optique	Augmenter la couverture du territoire national par la fibre optique	Nombre de km de fibre optique posé	2016	8 323	2020	20 000	1	125 000 000 000	MINPOSTEL, CAMTEL	FINEX, FST
Fourniture d'accès large bande aux universités, UTS, lycées et collèges, écoles, structures communautaires, points d'accès numériques, hôpitaux, bibliothèques, bureaux de poste,...	Intensifier l'usage des TIC	Nombre de structures ayant accès au large bande	2016		2020		1	AD		FINEX, FST, BIP

DÉSIGNATION DES PROJETS	OBJECTIFS	INDICATEURS	VALEUR DE RÉFÉRENCE		VALEUR CIBLE		PRIORITÉ	DOTATIONS BUDGÉTAIRES	PARTIES PRÉNANTES	FINANCEMENT/ OBSERVATIONS
			Année	Valeur	Année	Valeur				
Connexion au haut débit de l'ensemble des services déconcentrés des administrations publiques	Intensifier l'usage des TIC dans les administrations publiques	Nombre de sites des services déconcentrés connectés	2016	126	2017	100% de sites raccordés	1	1 657 000 000	MINPOSTEL	FST BIP
Construction de deux points d'atterrissement des câbles sous-marins (ACE et CBCS)	Améliorer la connectivité internationale du Cameroun	Nombre de points d'atterrissement opérationnels	2016	3	2018	5	2	236 151 807 400	MINPOSTEL, CAMTEL, ORANGE	FINEX, FST
Mise en place de deux Points d'Echange Internet (IXP) à Douala et à Yaoundé	Améliorer l'accès et réduire le coût de l'internet au Cameroun	Nombre de IXP opérationnels	2016	0	2017	2	1	1 417 000 000	ANTIC	FST
Mise à niveau du data center de l'infrastructure E-post	Optimiser les capacités du data center	Niveau du data center upgrader	2016	Niveau 3	2020	niveau 1	2	200 000 000	MINPOSTEL, CAMPOST	FSE
Construction d'un back up	Assurer la redondance du data center	Back up construit	2016	0	2018	1	2	191 750 000	MINPOSTEL, CAMTEL, CAMPOST	FST
Construction des bornes publiques d'accès wifi	Accroître l'accès universel à l'Internet	Nombre de sites ayant des bornes d'accès Wifi	2016	0	2020	100	3	12 000 000 000	MINPOSTEL, OPERATEUR	FST, OPERATEURS
Couverture en réseau mobile des zones rurales, frontalières et enclavées	Réduire la fracture numérique entre zones urbaine et rurale	Nombre de zones couvertes	2016	5	2020	55	1	20 409 717 120	MINPOSTEL	FST
Mise en place d'une plateforme de gestion de la portabilité des numéros	Accroître la concurrence entre opérateurs	Une plateforme fonctionnelle	2016	0	2017	1	1	1 500 000 000	ART, CAMTEL, ORANGE, MTN, NEXTTEL	OPERATEURS
Construction de deux nouveaux Datacenters de dernière génération	Optimiser les coûts d'investissements SI	Datacenters construits	2016	0	2018	2	1	42 000 000 000	MINPOSTEL, CAMTEL,	FST

DÉSIGNATION DES PROJETS	OBJECTIFS	INDICATEURS	VALEUR DE RÉFÉRENCE		VALEUR CIBLE		PRIORITÉ	DOTATIONS BUDGÉTAIRES	PARTIES PRÉNANTES	FINANCEMENT/ OBSERVATIONS
			Année	Valeur	Année	Valeur				
Construction d'espaces publics numériques dans les villages	Accroître l'accès universel à Internet	Nombre d'EPN construits	2016	ND	2020		3	AD	MINPOSTEL, COLLECTIVITES	FST/ Transformation des TCP
Connexion des écoles pilotes du PAQUEB et du PASZEP au réseau Internet	Permettre les échanges entre les 91 centres multimédia des écoles pilotes	Nombre écoles pilotes connecté à Internet	2016	ND	2020	91	2	910 000 000	MINEDUB	

Objectif Stratégique : Disposer de contenus attractifs développés, hébergés et utilisés au niveau local.

DÉSIGNATION DES PROJETS	OBJECTIFS	INDICATEURS	VALEUR DE RÉFÉRENCE		VALEUR CIBLE		PRIORITÉ	DOTATIONS BUDGÉTAIRES	PARTIES PRÉNANTES	FINANCEMENT/ OBSERVATIONS
			Année	Valeur	Année	Valeur				
Mise en place d'une bibliothèque numérique nationale	Améliorer l'accès à la documentation en ligne	Bibliothèque numérique nationale créée et en ligne	2016	0	2020	1	1	3 100 000 000	MINAC, MINPOSTEL	
Mise en place d'un système de messagerie électronique pour l'administration	Promouvoir l'utilisation du .cm dans l'administration	Pourcentage d'adresses officielles en .cm dans l'administration	2016	10%	2020	100%	1	100 000 000	MINPOSTEL	
Organisation des fora et concours nationaux sur les applications et contenus innovants et accompagnement des lauréats	Promouvoir le développement des applications et contenus	Nombre d'application et contenus innovants issus des concours et fora	2016	ND	2020	50	1	1 200 000 000	MINPOSTEL, ANTIC, ART	BIP, FST
Elaboration et diffusion de la carte numérique du Cameroun	Faciliter le développement d'applications locales basées sur les systèmes d'information géographiques	Carte numérique du Cameroun disponible	2016	0	2020	1	2	AD	MINPOSTEL, MINREX, INC	BIP
Mise en place de plateformes d'échange des développeurs de contenus et d'applications	Accroître le développement des contenus et applications locaux	Volume des contenus locaux	2016	ND	2020	2	2	AD	MINPOSTEL, ANTIC	BIP, FST
Fourniture des services cloud, big data	Favoriser l'utilisation des technologies cloud, big data	Volume de données big data Nombre de cloud	2016	0	2020	1	2	AD	MINPOSTEL, ANTIC	FST, BIP préalable le data center
Rendre fonctionnel le portail web gouvernemental et le référencer	Rendre le portail web fonctionnel	Un portail web fonctionnel	2016	0	2020	1	1	PM	SPM, MINPOSTEL ANTIC	BIP

DÉSIGNATION DES PROJETS	OBJECTIFS	INDICATEURS	VALEUR DE RÉFÉRENCE		VALEUR CIBLE		PRIORITÉ	DOTATIONS BUDGÉTAIRES	PARTIES PRÉNANTES	FINANCEMENT/ OBSERVATIONS
			Année	Valeur	Année	Valeur				
Développement d'un moteur de recherche camerounais	Promouvoir l'économie locale de l'internet	Moteur de recherche local fonctionnel	2016	0	2020	1	3	AD	MINPOSTEL, ANTIC	BIP (études)
Numérisation et mise en ligne des archives nationales	Rendre accessibles les archives nationales en ligne	Archives nationales accessibles en ligne	2016	ND	2020	1	2	50 000 000	MINAC	BIP (études)
Promotion du développement des activités ludiques (jeux vidéo, jeux de hasard, loisirs...) en ligne	Disposer de jeux en lignes attractifs pour la communauté nationale et même au-delà	Plusieurs jeux opérationnels en ligne	2016	ND	2020	100	2	PM	MINATD/ MINTOUL/ Secteur privé	Privé, BIP
Promotion du .cm	Vulgariser l'utilisation du .cm	Le nombre de noms de domaine créé	2016	ND	2020	1000 000	1	AD	MINPOSTEL / ANTIC	
Archivage et diffusion de contenus pédagogiques	Conserver et vulgariser les contenus pédagogiques en ligne	Nombre de formations retenues	2016	ND	2020			AD	MINEDUB, MINESEC MINESUP MINEFOP	
Numérisation et diffusion des ressources pédagogiques et académiques	Mettre en ligne des bibliothèques scolaires, universitaire et de la recherche	Nombre de ressources pédagogiques mises en ligne	2016	0	2020	?	3	AD	MINEDUB, MINESUP	
Développement des MOOC – Massive Open Online Courses	Favoriser la production des MOOC	Nombre de MOOC disponibles	2016	0	2020	100	3	AD	MINEFOP,	

Objectif Stratégique : Accélérer la transformation numérique de l'administration et des entreprises pour accroître leur efficacité, transparence, compétitivité et productivité

DÉSIGNATION DES PROJETS	OBJECTIFS	INDICATEURS	VALEUR DE RÉFÉRENCE		VALEUR CIBLE		PRIORITÉ	DOTATIONS BUDGÉTAIRES	PARTIES PRÉNANTES	FINANCEMENT/ OBSERVATIONS
			Année	Valeur	Année	Valeur				
Mise en place d'un intranet gouvernemental	Faciliter les échanges en ligne entre les administrations	Intranet opérationnel	2016	0	2017	100%	1	AD	SPM, MINPOSTEL, MINFOPRA, ANTIC, CAMTEL	BIP
Elaboration d'un schéma Directeur de développement des systèmes d'informations dans les administrations publiques	Assurer la cohérence dans le déploiement efficacement les systèmes d'information dans les administrations publiques	Schéma directeur disponible	2016	0	2020	1	1	ND	MINFI	BIP
Dématérialisation des procédures administratives (marchés publics, commerce extérieur, justice, relations extérieures ...)	Permettre l'accès en ligne à toutes les procédures administratives	Nombre de procédures administratives dématérialisées	2016	10	2020	100%	2	AD	MINPOSTEL, toutes les administrations	BIP
Mise en place des plateformes de paiement automatique et/ou en ligne des services offerts par l'administration	Faciliter l'accès aux services administratifs à distance	Nombre de services payés en ligne	2016	ND	2020	100%	1	ND	MINFI	BIP
Mise en place des plateformes de Déclaration en ligne des impôts, taxes et des cotisations sociales	Faciliter l'accès aux services administratifs à distance	Nombre de télédéclaration et de paiements en ligne	2016	0	2016	50%	1	ND	MINFI	
Mise en place du système d'identification unique du citoyen	Faciliter l'identification unique des citoyens	Système opérationnel	2016	0	2018	50%	1	ND	MINATD, BUNEC MINPOSTEL	FINEX, BIP (étude)
Mise en place de la plateforme de délivrance des visas en ligne	Promouvoir la destination Cameroun en facilitant la délivrance des visas en ligne	Nombre de visa en ligne délivrée	2016	0	2018	50%	1	AD	SPM, MINREX, MINATD, DGSN	BIP (étude)

DÉSIGNATION DES PROJETS	OBJECTIFS	INDICATEURS	VALEUR DE RÉFÉRENCE		VALEUR CIBLE		PRIORITÉ	DOTATIONS BUDGÉTAIRES	PARTIES PRÉNANTES	FINANCEMENT/ OBSERVATIONS
			Année	Valeur	Année	Valeur				
Acquisition et installation d'une IPBX dans les administrations	Disposer des outils de communication dans les administrations	Nombre d'IPBX installés	2016	0	2020	50	1	80 000 000	Toutes les administrations	BIP
Mise en place d'une plateforme de e-commerce à travers l'infrastructure e-post	Développer le e-commerce au Cameroun	Nombre de site de e-commerce hébergés par l'infrastructure e-post	2016	0	2018	10 sites hébergés	2	AD	MINPOSTEL CAMPOST	BIP, CAMPOST
Mise en ligne de l'ensemble des services postaux	Améliorer l'usage des services postaux	Nombre d'applications développées	2016	04	2020	10	1	AD	MINPOSTEL CAMPOST	BIP, CAMPOST
Mise en place d'une plateforme pour la fourniture du e-logistique	Accompagner le développement du e-commerce	Plateforme fonctionnelle	2016	0	2018	1	1	AD	MINPOSTEL CAMPOST	BIP, CAMPOST
Mise en place d'une plateforme de tri automatique du courrier	Améliorer la qualité de service postal	Plateforme opérationnelle	2016	0	2020	1	2	AD	MINPOSTEL CAMPOST	BIP, CAMPOST
Mise en place d'une plateforme de télémédecine au Cameroun	Accroître l'accès aux soins de santé	Plateforme fonctionnelle	2016	0	2018	1	1	AD	MINSANTE MINPOSTEL	BIP, FINEX
Mise en place d'un observatoire des transactions entre opérateurs postaux	Faciliter les opérations entre les opérateurs postaux	Observatoire fonctionnel	2016	0	2020	1	3	AD	MINPOSTEL	BIP, CAMPOST
Mise en place d'un système de codification et de l'adressage postal géo référencés	Accompagner le développement du e-commerce par l'adressage postal	Système de codification et d'adressage disponible	2016	0	2018	1	2	ND	MINPOSTEL CAMPOST	BIP, CAMPOST
Mise en place d'une plateforme pour la numérisation des contenus touristiques et culturels	Promouvoir le tourisme et la culture camerounaise	Plateforme fonctionnelle	2016	01 plateforme	2018	500 sites numérisés	1	50 000 000	MINTOUL, MINAC, MIMPMEESA	BIP

DÉSIGNATION DES PROJETS	OBJECTIFS	INDICATEURS	VALEUR DE RÉFÉRENCE		VALEUR CIBLE		PRIORITÉ	DOTATIONS BUDGÉTAIRES	PARTIES PRÉNANTES	FINANCEMENT/ OBSERVATIONS
			Année	Valeur	Année	Valeur				
Mise en place d'une plateforme de téléenseignement	Accroître l'offre de formation	Plateforme fonctionnelle	2016	ND	2020	ND	2	AD	MINESUP, MINPOSTEL	FINEX, BIP
Création d'un portail web des ressources éducatives	Faciliter l'accès en ligne aux ressources éducatives	Portail web fonctionnel	2016	0	2020	1	3	AD	MINESUP, MINDUB, MINESEC MINPOSTEL	BIP
Elaboration d'un plan directeur de développement de l'administration électronique Master plan e-gov	Développer la gouvernance électronique	Master plan disponible	2016	0	2016	1	1	1 200 000 000	SPM, MINPOSTEL, ANTIC	FINEX, BIP
Mise en place d'un système national intégré de gestion des hôpitaux	Faciliter la gestion des institutions hospitalières	Un système opérationnel	2016	0	2018	1	2	AD	MINPOSTEL, MINSANTE	BIP
Mise en place du portail agropastoral au bénéfice du monde rural	Accroître la productivité en milieu rural	Portail opérationnel	2016	0	2017	1	1	ND	MINPOSTEL, MINADER, MINEPIA, MINCOMMERC E MINEPAT, CAMTEL	FST, BIP, Budget CAMTEL
Mise en place d'une plateforme de commercialisation de la musique et des films camerounais en ligne	Promouvoir la musique et les films camerounais	Plateforme de commercialisation de la musique et des films opérationnelle	2016	0	2020	1	2	AD	Structure des droits d'auteurs/ MINAC/MINPOSTEL/	BIP, FINEX
Dématérialisation des procédures de passation des marchés publics (phase II et III)	Renforcer la transparence, la célérité et l'efficacité dans les marchés publics	Nombre de marchés passés en ligne	2016	0	2019	100%	1	6 121 261 124	MINMAP, ARMP	FINEX

DÉSIGNATION DES PROJETS	OBJECTIFS	INDICATEURS	VALEUR DE RÉFÉRENCE		VALEUR CIBLE		PRIORITÉ	DOTATIONS BUDGÉTAIRES	PARTIES PRÉNANTES	FINANCEMENT/ OBSERVATIONS
			Année	Valeur	Année	Valeur				
Dématérialisation des procédures consulaires (e-visa, ...)	Promouvoir la destination Cameroun	Nombre de procédures mise en ligne	2016	0	2020	100%	1	2 000 000 000	SPM, MINREX, MINPOSTEL, MINTOUL, MINFI, MINEPAT, DGSN,	BIP, FINEX
Réseau interconnexion des services centraux et des missions diplomatiques	Permettre au MINREX de communiquer de façon sécurisée avec les missions diplomatiques	Nombre de missions diplomatiques connectées à la centrale	2016	0	2020	100%	1	2 000 000 000	MINREX, MINPOSTEL, MINFI, MINEPAT	BIP, FINEX
Appui à l'acquisition des outils nomades numériques et de pédagogie embarquée	Assurer l'accès aux outils pédagogiques numériques	Nombre de structures équipées	2016	ND	2018	100	1	ND	MINESEC MINESUP	Budget de l'Etat
Organisation des Journées Nationales de l'Economie numérique (JNEN)	Regrouper une fois par an des intelligences en vue de propositions concrètes permettant de booster le développement de l'économie numérique	Nombre de JNEN organisées	2016	01	2020	05	1	200 000 000	MINPOSTEL	FST

Objectif Stratégique : Améliorer la qualité de vie du citoyen par un meilleur usage du numérique.

DÉSIGNATION DES PROJETS	OBJECTIFS	INDICATEURS	VALEUR DE RÉFÉRENCE		VALEUR CIBLE		PRIORITÉ	DOTATIONS BUDGÉTAIRES	PARTIES PRÉNANTES	FINANCEMENT/ OBSERVATIONS
			Année	Valeur	Année	Valeur				
Mise en place des centres multimédia dans les lycées, collèges et écoles	Doter les établissements scolaires des équipements TIC	Nombre de centres multimédia équipés	2016	200	2020	ND	1	ND	MINESEC MINEDUB MINPOSTEL	BIP, FST, FINEX, projet en cours
Appui à la création de cursus de formation dans des domaines spécifiques au numérique	Promouvoir les formations utiles pour le développement du numérique		2016	ND	2020			AD	MINESUP, MINEFOP	BIP/FST (études)
Promotion de l'accès universel au service des télécommunications et des TIC	Subventionner l'accès aux populations à très bas revenu	Taux de ménages subventionnés	2016	ND	2020	20%	1	AD	MINPOSTEL, ART	BIP/FST
Mise en place d'un programme «one family one computer » qui permettrait à chaque famille d'avoir au moins un ordinateur	Accroître l'accès des ménages aux TIC	Taux de ménages ayant au moins un ordinateur	2016	ND	2020	50%	3	AD	MINPROFF MINPOSTEL	BIP, FST, FINEX
Projet d'équipement des écoles primaires en ordinateurs pédagogiques « XO »	Doter chaque école pilote d'une salle multimédia équipée de 100 ordinateurs pédagogiques « XO »	Nombre d'écoles ayant reçues les ordinateurs	2016	ND	2020	20%	1	AD	MINEDUB MINPOSTEL	BID
Création des centres multimédia dans les écoles de formation	Promouvoir la formation des formateurs	Taux d'écoles de formation disposant de centre multimédia	2016	ND	2020	50%	2	AD	MINESUP MINEFOP MINESEC MINEDUB MINPOSTEL	

Objectif Stratégique : Mettre en place les conditions favorables pour susciter la confiance dans l'économie numérique.

DÉSIGNATION DES PROJETS	OBJECTIFS	INDICATEURS	VALEUR DE RÉFÉRENCE		VALEUR CIBLE		PRIORITÉ	DOTATIONS BUDGÉTAIRES	PARTIES PRÉNANTES	FINANCEMENT/OBSERVATIONS
			Année	Valeur	Année	Valeur				
Elaboration de la Stratégie Nationale de Cybersécurité et du Plan Directeur de sécurisation des réseaux de communications électroniques	Définir un cadre sécuritaire pour le développement de la confiance numérique au Cameroun et assurer la cohérence dans le processus de sécurisation des réseaux de communications électroniques et des systèmes d'information	Document de stratégie et plan directeur disponibles	2016	0	2017	1	1	248 885 000	MINPOSTEL ANTIC ART CAMTEL Opérateurs du secteur des télécoms	Financement FSE acquis
			2016	0	2017	1	1			
Etat des lieux et diagnostic des applications et bases des données des Administrations et Institutions publiques	Disposer des éléments pertinents permettant d'apprécier le niveau de sécurité des applications et bases des données des administrations	Document d'état des lieux et diagnostic disponible	2016	0	2017	1	2	100 000 000	MINPOSTEL Administrations publiques	FST/FSE BIP MINPOSTEL ANTIC...
Sécurisation des applications et bases des données des administrations et institutions publiques	Protéger les applications et les données des administrations/institutions publiques et des Opérateurs du secteur des Télécommunications contre les attaques cybercriminelles	Nombre d'applications et bases de données sécurisées	2016	5	2020	150	1	2 250 000 000	MINPOSTEL, ANTIC, Admi- nistrations/ins- titutions publiques	Financement recherché
Sécurisation des applications et bases des données des Organismes ne relevant pas du secteur des Télécommunications	Protéger les applications et les données des Etablissement de Crédit et des Sociétés d'assurances	Nombre d'applications et bases de données sécurisées	2016	ND	2020	150	2	2 250 000 000	MINPOSTEL, ANTIC, Institu- tions privées hors du secteur des télécoms	Financement à la charge des Organismes détenteurs des applications à sécuriser

DÉSIGNATION DES PROJETS	OBJECTIFS	INDICATEURS	VALEUR DE RÉFÉRENCE		VALEUR CIBLE		PRIORITÉ	DOTATIONS BUDGÉTAIRES	PARTIES PRÉNANTES	FINANCEMENT/ OBSERVATIONS
			Année	Valeur	Année	Valeur				
Organisation des campagnes de sensibilisation, de promotion et de vulgarisation de la cybersécurité	Renforcer la prise de conscience de la population sur la cyber sécurité	- Nombre de Campagnes organisées	2016	ND	2020	40	2	4 000 000 000	MINPOSTEL, MINCOM, ANTIC, ART, CAMTEL, Administrations/Institutions, Institutions privées hors du secteur des télécoms publiques, Opérateurs du secteur des télécoms	MINPOSTEL /MINCOM/ART/ANTIC /CAMTEL/Opérateurs du secteur. (La sensibilisation doit se faire de façon permanente)
		- Nombre d'émissions diffusées/chaîne	2016	ND	2020	156	2			
		- nombre/type de canal utilisé	2016	ND	2020	télé (10), radio(20), RS (), site web,	2			
Organisation des fora nationaux sur la cybersécurité et la lutte contre la cybercriminalité et le cyberterrorisme	Offrir un cadre d'échanges et de partage d'expérience entre les acteurs du monde cybernétique	- Nombre de Fora organisés et Rapport des événements disponibles	2016	1	2020	1	1	500 000 000	MINPOSTEL	Financement BIP MINPOSTEL
		- Pourcentage de recommandations mises en œuvre	2016	ND	2020	100%	1			
Mise en place d'une Infrastructure Nationale à Clé Publique (PKI) par les compétences locales : étude de faisabilité	S'approprier la sécurisation des transactions électroniques au niveau national	PKI local fonctionnel	2016	0	2020	1	1	1 585 000 000		Financement FSE acquis. (Etude de faisabilité) Financement recherché (mise en œuvre)
Mise à niveau de la PKI issue du Don coréen	Rendre la PKI existante plus opérationnelle	Modules et logiciels complémentaires acquis et fonctionnels	2016	0	2020	3	1	250 000 000	ANTIC	Financement FSE acquis
Mise en place d'une PKI redondante	Assurer la disponibilité du service de sécurité	PKI redondant fonctionnelle	2016		2020	1	1	2 500 000 000	MINPOSTEL	Financement à rechercher

DÉSIGNATION DES PROJETS	OBJECTIFS	INDICATEURS	VALEUR DE RÉFÉRENCE		VALEUR CIBLE		PRIORITÉ	DOTATIONS BUDGÉTAIRES	PARTIES PRÉNANTES	FINANCEMENT/ OBSERVATIONS
			Année	Valeur	Année	Valeur				
Identification, localisation et audit des infrastructures critiques d'information de l'Etat	Disposer d'un répertoire des infrastructures critiques d'information et mesurer leur niveau de sécurité	Nombre d'infrastructures critiques identifiées	2016	ND	2020	1	1	120 000 000	MINPOSTEL	financement FSE acquis.
Sécurisation des infrastructures critiques d'information de l'Etat	Protéger les infrastructures critiques contre les attaques cybercriminelles et terroristes	Taux d'infrastructures critiques sécurisées	2016	ND	2020	100%	2	5 000 000 000	ANTIC	Financement recherché
Mise en place de centres/ laboratoires de veille sécuritaire et de lutte contre les cybermenaces	Promouvoir la recherche et l'innovation dans le domaine de la cybersécurité	Nombre de centres/ laboratoires créés	2016	1	2020	7	2	5 000 000 000	MINPOSTEL, Opérateurs du secteur des télécoms	Financement : FST, FSE, Opérateurs du secteur, partenaires au développement (UIT/BAD/PNUD)
Mise à niveau du CIRT national (équipements logiciels, ressources humaines)	Renforcer la lutte contre les cybermenaces	Taux de cyberattaques	2016	ND	2020	< 5%	1	500 000 000	ANTIC	ANTIC
Mise en place de cinq (05) CIRT spécifique par secteur d'activité (Banque, Sante, Education, Industrie et Défense)	Renforcer les mesures techniques de lutte contre les cyberattaques au niveau national	Taux de disponibilité des systèmes d'information	2016	0	2020	> 90%	2	5 000 000 000	MINPOSTEL ANTIC	Financement recherché
Mise en place d'un CIRT sous régional	Renforcer la veille sécuritaire sous régionale	CIRT créé	2016	0	2020	1	2	2 000 000 000	MINPOSTEL, MINREX, ANTIC	Financement recherché auprès des (UIT/BAD/PNUD)
Réalisation des audits de sécurité	Diagnostiquer en vue de renforcer la sécurité des réseaux et systèmes d'information nationaux	Nombre d'audits de sécurité effectué	2016	69	2020	> 500	3	2 500 000 000	ANTIC, Auditeurs agréés	Financement à la charge des structures auditées

DÉSIGNATION DES PROJETS	OBJECTIFS	INDICATEURS	VALEUR DE RÉFÉRENCE		VALEUR CIBLE		PRIORITÉ	DOTATIONS BUDGÉTAIRES	PARTIES PRÉNANTES	FINANCEMENT/ OBSERVATIONS
			Année	Valeur	Année	Valeur				
Mise en place d'une plateforme commune d'identification des abonnés des réseaux de communications électroniques	Disposer d'une base de données fiable des abonnés des réseaux de communications électroniques	Plateforme disponible	2016	1	2020	1	1	4 610 693 008	ART, Opérateurs du secteur des télécoms	Financement à rechercher : 590 693 008 en 2016 et 4 020 000 000 en 2017
Mise en place de deux (02) Centres d'Appels pour assistance aux usagers	Assister les usagers en cas d'attaques cybernétiques et vulgariser les bonnes pratiques à l'usage des TIC	Centres d'Appels opérationnels	2016	0	2020	2	1	600 000 000	ART ANTIC	Financement recherché

Objectif Stratégique : Disposer au niveau national des biens et services numériques produits localement.

DÉSIGNATION DES PROJETS	OBJECTIFS	INDICATEURS	VALEUR DE RÉFÉRENCE		VALEUR CIBLE		PRIORITÉ	DOTATIONS BUDGÉTAIRES	PARTIES PRÉNANTES	FINANCEMENT/ OBSERVATIONS
			Année	Valeur	Année	Valeur				
Mise en place d'un parc technologiques	Créer les conditions favorables à la mise en place d'une industrie locale des TIC	Un parc crée	2016	0	2020	1	1	100 000 000 000	MINMIDT MINPOSTEL MINRESI	FINEX (Etude en cours pour affiner ce montant)
Mise en place des incubateurs dans le numérique ou plateforme d'appui aux startup	Impulser l'émergence des incubateurs du numérique	Nombre d'incubateurs créés	2016	0	2020	20	1	2 000 000 000	MINPOSTEL MINMIDT,MINRESI, MINESUP	BIP, FINEX
Mise en place de zones franches industrielles de production des équipements du numérique	Attirer l'investissement national et étranger dans le domaine du numérique	Nombre de zones franches créées	2016	0	2020	1	1	3 000 000 000	MINFI, MINEPAT MINCOMMERCE MINMIDT	BIP, FINEX
Appui à la Mise en place des industries d'assemblage /fabrication de terminaux et équipements du numérique	Encourager l'assemblage local des terminaux et équipements TIC	Nombre d'usines d'assemblage créées	2016	0	2020	1	2	1 700 000 000	MINMIDT MINPOSTEL GICAM, CCIMA	BIP, FINEX
Appui à l'équipement des laboratoires du numérique dans les universités et grandes écoles	Encourager la recherche et l'innovation dans le domaine des TIC	Nombre de laboratoires équipés/ Nombre de publications	2016	0	2020	3	1	1 000 000 000	MINRESI MINESUP MINMIDT	BIP, FINEX
Appui aux programmes de R&D locaux	Promouvoir l'innovation dans le domaine des TIC	Nombre de programme de R&D issus des partenariats entre structures de R&D et les entreprises locales	2016	0	2020	1	2	AD	MINRESI MINESUP MINMIDT	BIP, FINEX

DÉSIGNATION DES PROJETS	OBJECTIFS	INDICATEURS	VALEUR DE RÉFÉRENCE		VALEUR CIBLE		PRIORITÉ	DOTATIONS BUDGÉTAIRES	PARTIES PRÉNANTES	FINANCEMENT/ OBSERVATIONS
			Année	Valeur	Année	Valeur				
Mise en place d'un réseau national d'instituts de R&D dans le domaine du numérique	Mutualiser les projets de recherche et encourager la collaboration entre les instituts de R&D	Nombre de programmes de R&D conduits en collaboration	2016	0	2020	3	1	50 000 000	MINRESI MINESUP MINMIDT	BIP
Organisation et participation aux salons et fora IT	Promouvoir le partage d'expérience et les partenariats entre les acteurs des TIC	Nombre de salons et fora organisés	2016	0	2020	4	2	300 000 000	MINPOSTEL	BIP, FST
Organisation des concours de meilleurs produits hardware IT	Encourager la créativité dans le domaine des TIC	Nombre de produits innovants enregistrés	2016	0	2020	4	2			
Mise en place d'un centre de traitement des déchets des équipements électriques et électroniques	Contribuer à la protection de l'environnement	Centre de traitement des déchets numériques mis en place	2016	0	2020	1	1	98 000 000	MINPEDED MINPOSTEL MINRESI MINPMEESA	BIP, FINEX, Privée
Appui à la Mise en place d'une industrie locale de développement des applications «made in Cameroon»	Promouvoir le développement des applications locales	Nombre d'applications locales développées	2016	0	2020	20	1	500 000 000	MINPOSTEL MINMIDT MINRESI MINESUP	BIP, FINEX, Privée
Mise en place d'une Agence nationale de code ISRC (International Standard Recording Code)	Maitriser et rentabiliser la gestion des droits d'auteurs et voisins des œuvres artistiques diffusées sur le numérique	Agence nationale de code ISRC créé	2016	0	2020	1	1	1 500 000 000	MINAC MINPOSTEL MINMIDT	BIP (études), FINEX,

DÉSIGNATION DES PROJETS	OBJECTIFS	INDICATEURS	VALEUR DE RÉFÉRENCE		VALEUR CIBLE		PRIORITÉ	DOTATIONS BUDGÉTAIRES	PARTIES PRÉNANTES	FINANCEMENT/ OBSERVATIONS
			Année	Valeur	Année	Valeur				
Mise en place des clusters	Disposer des clusters	Nombre de clusters créés	2016	0	2020	3	1	300 000 000	MINPOSTEL MINPMEESA MINCOMMERCE MINRESI MINESUP	BIP, FINEX, Privée
Promotion de l'excellence dans l'innovation numérique	Encourager l'excellence dans l'innovation numérique	Nombre de prix d'excellence attribué	2016	0	2020	3	3	50 000 000	MINRESI MINESUP MINMIDT	BIP
Création des bureaux de gestion de la propriété intellectuelle et du transfert de technologie au sein des structures d'innovation	Protéger les innovations et leur assurer une valorisation conséquente	Bureaux de gestion de la propriété intellectuelle et du transfert de technologie créés	2016	0	2020	3	2	200 000 000	MINMIDT MINRESI MINESUP MINPOSTEL	
Etat des lieux des biens et services du numérique produit localement	Evaluer le taux des biens et services du numérique produits localement	Taux de biens et services produit localement défini	2016	0	2020	1	1	30 000 000	MINMIDT MINPMEESA MINPOSTEL	BIP

Objectif Stratégique : Assurer la disponibilité en qualité et en quantité des compétences humaines en mesure de répondre aux besoins de l'économie numérique.

DÉSIGNATION DES PROJETS	OBJECTIFS	INDICATEURS	VALEUR DE RÉFÉRENCE		VALEUR CIBLE		PRIORITÉ	DOTATIONS BUDGÉTAIRES	PARTIES PRÉNANTES	FINANCEMENT/OBSERVATIONS
			Année	Valeur	Année	Valeur				
Appui à l'équipement et accompagnement des structures de formation dans le domaine des TIC	Améliorer la qualité de la formation des ressources humaines qualifiées dans le domaine des TIC	Nombre de structures de formation soutenues	2016	0	2020	20%	1	AD	MINESUP, MINEFOP, MINEDUB, MINESEC	BIP
Accompagnement au renforcement des capacités (formation) des personnels d'encadrement des structures sociales de base	Faciliter l'usage des TIC dans les structures sociales et les administrations	Pourcentage de personnel d'encadrement formé	2016	ND	2020	80%	1	AD	MINPOSTEL, MINESUP, ENSPT, ENSP	Budget de l'Etat (début en 2015 d'un programme avec appui FST)
Appui à la formation des formateurs et au recyclage du personnel administratif	Mise à niveau des formateurs et du personnel administratif dans le domaine des TIC	Nombre de personnes formées ou recyclées	2016	ND	2020	50%	1	130 000 000	MINESUP; MINESEC; MINEBASE; MINEFOP, MINPROFF, MINPOSTEL	FSE, FST, BUDGET DE L'ETAT
Renforcement des capacités des magistrats et officiers de police judiciaires en matière de cybersécurité	Former les auxiliaires de justice aux investigations en matière de cybercriminalité	Nombre d'auxiliaires de justice formés par an	2016	ND	2020	ND	2	AD	MINJUSTICE, MINPOSTEL, ANTIC	FSE, BUDGET DE L'ETAT
Equiper des enseignants en ordinateurs et subvention pour les connexions Internet	Assurer l'accès aux TICs des enseignants	Taux d'enseignants connectés à Internet	2016	ND	2020	50%	2	AD	MINESUP; MINESEC; MINEBASE; MINEFOP, MINPROFF, MINPOSTEL	BUDGET DE L'ETAT
Equiper des UTS en matériel de formation TIC	Mettre en place des conditions pour la formation en TIC et aussi les formations ouvertes à distance		2016		2020				MINPROFF	BUDGET DE L'ETAT

DÉSIGNATION DES PROJETS	OBJECTIFS	INDICATEURS	VALEUR DE RÉFÉRENCE		VALEUR CIBLE		PRIORITÉ	DOTATIONS BUDGÉTAIRES	PARTIES PRÉNANTES	FINANCEMENT/ OBSERVATIONS
			Année	Valeur	Année	Valeur				
Mise en place d'une plateforme nationale de Cyber-orientation	Renforcer les capacités des COSUP de Yaoundé et de Douala ainsi que de leur extension dans les autres régions du Cameroun	Capacité des COSUP de Yaoundé et Douala renforcé ; Nombre et qualité d'équipement fournis ; Nombre de COSUP créés	2016	02	2020	10	2	AD	MINEFOP	BUDGET DE L'ETAT
Construction d'une bibliothèque scientifique numérique accessible à tous les usagers de l'enseignement supérieur et de la recherche.	Accroître l'accès aux informations en ligne par les chercheurs	Bibliothèque construit et accessible	2016	0	2020	1	2	AD	MINESUP	BUDGET DE L'ETAT
Développement d'une offre universitaire pour l'enseignement à distance en ligne, notamment pour les salariés en activité.	Développer les offres d'enseignement à distance	Nombre de formations à distance offerte	2016	ND	2020	20%	2	AD	MINESUP MINEFOP MINFOPRA	BUDGET DE L'ETAT
Youth Empowerment and Employment Youth Project	Construction et Equipement des Centres Régionaux d'apprentissage et formation dans les TICs	Nombre de Centres construits et équipés	2016	0	2020	11	2	AD	MINEFOP	Gouvernement Indien
Elaboration et mise à jour d'un référentiel des métiers du numérique pour une meilleure employabilité des diplômés.	Mettre à jour des plans de formation répondants aux besoins du secteur des TIC	Plan de formation élaboré	2016	0	2018	01	2	AD	MINEFOP MINESUP MINPOSTEL	BUDGET DE L'ETAT, FINEX
Développement des initiatives de formation en partenariat public privé	Apporter aux étudiants dans le cadre de leur cursus des formations qualifiantes aboutissant à une certification	Nombre de partenariat signé	2016	ND	2020	50%	2	AD	MINESUP MINPOSTEL CAMTEL	BUDGET DE L'ETAT,

DÉSIGNATION DES PROJETS	OBJECTIFS	INDICATEURS	VALEUR DE RÉFÉRENCE		VALEUR CIBLE		PRIORITÉ	DOTATIONS BUDGÉTAIRES	PARTIES PRÉNANTES	FINANCEMENT/ OBSERVATIONS
			Année	Valeur	Année	Valeur				
Mise en place des Centres de Formation e-Emploi	Créer des Centres Pilotes e-Emploi dans les chefs-lieux des régions	Nombre de Centres e-Emplois créés	2016	0	2020	10	1	AD	MINESUP	PNUD, CEA, BUDGET DE L'ETAT
Mise en place des Centres Intégrés d'Information en Entreprenariat des Jeunes (CIIEJ)	Extension des CIIEJ	Nombre de Centres créés	2016	01	2020	10	1	AD	MINJEUN	BUDGET DE L'ETAT
Africa Code Week	Enseigner la programmation aux enfants et aux jeunes	Nombre des enfants et jeunes formés	2016	0	2020	1000 000		AD	MINEFOP	FINEX, BUDGET DE L'ETAT
Etude sur la généralisation du Projet PAQUEB	Mener une étude pour évaluer le coût de la généralisation du Projet PAQUEB	Rapport de l'Etude	2016	0	2018	01	1	100 000 000	MINEDUB	BUDGET DE L'ETAT
Mise en place d'un Environnement pédagogique Numérique de Travail (ENT)	Créer des ressources pédagogiques numériques exploitables en ligne ou en local	Nombre des ressources pédagogiques disponibles dans un Environnement Numérique de Travail	2016	ND	2018	100	2	AD	MINEDUB MINESEC MINESUP	BUDGET DE L'ETAT
Elaboration d'un modèle de formation adapté au numérique, et création des cursus de spécialisation de courte durée pour les professionnels	Elaborer un modèle de formation adapté au numérique	Modèle élaboré	2016	0	2019	01	2	AD	MINEFOP	BUDGET DE L'ETAT

Objectif Stratégique : Créer un environnement propice à l'essor du numérique pour le développement économique.

DÉSIGNATION DES PROJETS	OBJECTIFS	INDICATEURS	VALEUR DE RÉFÉRENCE		VALEUR CIBLE		PRIORITÉ	DOTATIONS BUDGÉTAIRES	PARTIES PRÉNANTES	FINANCEMENT/ OBSERVATIONS
			Année	Valeur	Année	Valeur				
Audit du cadre législatif et réglementaire pour l'adapter au développement de l'économie numérique	Disposer d'une réglementation propice au développement de l'économie numérique	Audit réalisé	2016	0	2017	01	1	150 000 000	MINPOSTEL	FST, FSE
Adaptation du cadre législatif pour mettre les collectivités locales au cœur du développement des infrastructures numériques de leurs territoires	Appuyer le développement local des collectivités territoriales décentralisées	Cadre législatif adopté	2016	0	2018	01	2	50 000 000	MINPOSTEL	FST, FSE, Budget de l'Etat
Réglementation du pré-câblage obligatoire en fibre optique des immeubles neufs (bâtiments numériques)	Garantir le respect des normes dans la pose de la fibre optique	Texte élaboré et signé	2016	0	2018	01	2	50 000 000	MINPOSTEL	BIP
Prise en compte dans les contrats d'aménagement des voiries urbaines et de construction des logements sociaux la pose des canalisations du réseau d'accès et de distribution interne dans les logements	Assurer le développement harmonieux des infrastructures en réseau	Texte élaboré	2016	0	2018	01	2	10 000 000		BIP
Adaptation de la législation sur la cybersécurité et la cybercriminalité le cyberterrorisme, le commerce électronique, la propriété intellectuelle, afin de prendre en compte les exigences de l'économie numérique	Mettre en place un cadre adéquat au développement du numérique	Législation sur la cybersécurité et la cybercriminalité adaptée	2016	0	2018	01	2	10 000 000	MINPOSTEL	Budget de l'Etat

DÉSIGNATION DES PROJETS	OBJECTIFS	INDICATEURS	VALEUR DE RÉFÉRENCE		VALEUR CIBLE		PRIORITÉ	DOTATIONS BUDGÉTAIRES	PARTIES PRÉNANTES	FINANCEMENT/ OBSERVATIONS
			Année	Valeur	Année	Valeur				
Relecture des lois sur les communications électroniques, la cybersécurité et cybercriminalité, le terrorisme, et le commerce électronique	Adapter le cadre juridique au développement de l'économie numérique	Cadre juridique adapté	2016	0	2020	4	1	500 000 000	MINPOSTEL, MINJUSTICE, ANTIC, Opérateurs du secteur des télécoms	Financement recherché
Elaborer un régime fiscal-douanier incitatif au développement de l'économie numérique	Adapter le cadre juridique au développement de l'économie numérique	Régime fiscal spécifique élaboré	2016	0	2020	1	1	AD	MINFI, MINEPAT, MINPOSTEL	BIP
Elaboration d'un texte de lois sur la protection des données à caractère personnel	Protéger les données à caractère personnel dans le cyber espace	Texte de loi élaboré	2016	0	2018	1	1	50 000 000	MINPOSTEL, MINJUSTICE, ANTIC	Financement recherché
Elaboration d'un cadre juridique national du financement par capital-risque	Assurer le développement des TIC	Cadre juridique national du financement par Capital-Risque élaboré	2016	0	2020	1	1	20 000 000	MINFI, MINPOSTEL	
Elaboration d'une loi sur l'accès aux documents administratifs des institutions publiques	Faciliter l'accès en ligne aux documents administratifs	Loi élaborée et adoptée	2016	0	2020	1	1	50 000 000	MINFOPRA, MINPOSTEL	BIP
Adaptation de la loi sur le partenariat public et privé dans le domaine de l'économie numérique	Faciliter l'investissement dans le domaine du numérique	Loi élaborée et adoptée	2016	0	2018	1	2	50 000 000	MINFI, ART, MINPOSTEL	BIP
Elaborer une loi régissant les paiements en ligne.	Assurer la protection des parties prenantes dans le transport en ligne	Loi promulgué	2016	0	2016	01	1	PM	MINFI, MINPOSTEL	En cours

DÉSIGNATION DES PROJETS	OBJECTIFS	INDICATEURS	VALEUR DE RÉFÉRENCE		VALEUR CIBLE		PRIORITÉ	DOTATIONS BUDGÉTAIRES	PARTIES PRÉNANTES	FINANCEMENT/ OBSERVATIONS
			Année	Valeur	Année	Valeur				
Mise en place d'une instance de coordination des travaux d'infrastructures publiques intégrant les différentes administrations (travaux publics, transport, télécoms, diffusion, énergie et eau, développement urbain, ...)	Assurer le développement harmonieux des infrastructures de base	Instance de coordination des travaux d'infrastructures publiques mis en place	2016	0	2020	01	1	PM	MINPOSTEL, MINFI, MINEE	Budget de l'Etat
Mise en place d'un Observatoire National	Avoir une base de donnée sur le secteur des communications électroniques	Observatoire National mis en place	2016	0	2020	1	1	AD	MINPOSTEL, ART, INS	Budget de l'Etat
Création d'un cadre de concertation des régulateurs multisectoriels pour coordonner le partage des infrastructures et encourager le partage d'infrastructures entre les différents secteurs	Eviter la duplication des infrastructures afin de réduire les coûts	Cadre de concertation créée	2016	0	2020	1	1	AD	MINPOSTEL, ART, ANTIC, ARSEL	Budget de l'Etat
Mise en place d'une structure de veille stratégique pour le développement de l'industrie numérique	Accompagner le développement de l'industrie du numérique	Structure mise en place	2016	0	2020	1	2	AD	MINPOSTEL, MINIMIDT	Budget de l'Etat FINEX
Mise en place d'un fonds à capital risque pour le financement des startups	Accompagner le développement des startups	Fonds de capital-risque mis en place	2016	0	2020	1	1	60 000 000	MINPOSTEL, MINFI	Budget de l'Etat (étude)
Mise en place d'un cadre juridique et institutionnel pour le développement des contenus pédagogiques numériques	Favoriser la production des contenus dans divers domaines	Cadre juridique et institutionnel disponible	2016	0	2020	ND	3	AD	MINESUP MINESEC MINEFOP MINSANTE	Budget de l'Etat (étude)

DÉSIGNATION DES PROJETS	OBJECTIFS	INDICATEURS	VALEUR DE RÉFÉRENCE		VALEUR CIBLE		PRIORITÉ	DOTATIONS BUDGÉTAIRES	PARTIES PRÉNANTES	FINANCEMENT/ OBSERVATIONS
			Année	Valeur	Année	Valeur				
Renforcement de la protection de la propriété intellectuelle du logiciel	Contribuer activement à la définition de standards interopérables permettant la protection de contenus.	Texte sur la propriété intellectuelle du logiciel	2016	0	2020	02	3	7 500 000	MINIMIDT	Budget de l'Etat (étude)
Création d'un statut spécifique aux entreprises innovantes de l'économie numérique	Intégrer la notion de startup parmi les statuts juridiques	Un statut juridique est créé	2016	0	2020	?	3	AD	MINFI	
Déconcentration verticale du SIGIPES II	Améliorer la gestion du personnel et de la solde	SIGIPES II opérationnel	2016	0	2017	1	1	PM	SPM, MINFI, MINFOPRA, ANTIC	Budget de l'Etat
Mise en place un fond d'investissement pour le numérique alimenté par le public et le privé pour l'appui du passage au numérique des entreprises	Financer les transitions numériques des entreprises	Fonds mis en place	2016	0	2017	1	2	AD	SPM, MINFI, MINEPAT, MINPMEESA	Budget de l'Etat (étude à réaliser)



DISPOSITIF DE MISE EN ŒUVRE ET DE SUIVI- EVALUATION DE LA STRATEGIE

A- Dispositif de mise en œuvre

La mise en œuvre du plan stratégique de développement de l'économie numérique requiert la participation efficiente des différentes parties prenantes, à savoir le MINPOSTEL, les administrations publiques, le secteur privé, la société civile et les partenaires au développement. Les organes de mise en œuvre sont résumés dans le tableau ci-dessous :

ASPECTS	OUTILS OU ORGANES DE MISE EN ŒUVRE
Ministère des Postes et Télécommunications (MINPOSTEL)	Directions techniques de rattachement des actions à réaliser
Administrations et organismes sous –tutelle du MINPOSTEL	Tous les Ministères, ANTIC, ART, CAMTEL, ENSPT...
Secteur privé	Start-up, Entreprises de téléphonie, équipementiers, ISP...
Société civile	ONG, GIC ET ASSOCIATIONS diverses...
Partenaires au développement	UIT, PNUD, CEA, CEMAC, CEEAC, BANQUE MONDIALE, BAD, EXIM-BANK CHINA, ...

1- Dispositif de suivi et d'évaluation du plan stratégique

1.1. Suivi - Evaluation

Le suivi de la mise en œuvre du plan stratégique de développement de l'économie numérique est particulièrement important. Ainsi, il s'effectuera à travers un processus continu de collecte systématique d'informations, selon des indicateurs choisis, pour fournir aux gestionnaires et aux parties prenantes, des éléments sur les progrès réalisés, les objectifs atteints et l'utilisation des fonds alloués. De plus, il permettra de s'assurer que les programmes et projets prévus s'exécutent normalement, et en améliorera l'efficacité et l'efficacités, le cas échéant. Enfin, le suivi offrira l'opportunité d'identifier les contraintes de la mise en œuvre des programmes et actions, et d'y apporter des éléments de solution.

L'évaluation consistera en une appréciation systématique et objective des programmes identifiés dans le plan d'actions prioritaires, que ces derniers soient au stade de la conception ou de la mise en œuvre. En effet, son objectif consistera à déterminer la pertinence et l'accomplissement des objectifs, l'efficacité en matière de développement, l'efficacité, l'impact et la durabilité. En conséquence, l'évaluation sera centrée aussi bien sur l'état d'avancement de la mise en œuvre des programmes que sur l'estimation des extrants, effets et impacts. Elle s'inscrira tant

dans une perspective à court terme que dans le moyen. Quatre types d'évaluation seront effectuées, à savoir :

- l'évaluation ex-ante ou à priori : elle interviendra au moment de la conception des programmes et projets et portera sur la pertinence et la cohérence des projets par rapport aux finalités et aux effets souhaités d'une part, et au contexte de développement décrit par la vision 2035 et le DSCE d'autre part. Elle veillera à la faisabilité du projet et à l'existence d'objectifs opérationnels pouvant faire l'objet d'un suivi ;
- l'évaluation intermédiaire ou à mi-parcours : elle interviendra pendant la mise en œuvre, à peu près à la moitié du cycle de vie du projet. Il sera question à ce niveau de faire ressortir les éventuels écarts entre la mise en œuvre effective et les objectifs initiaux. Les conclusions de cette évaluation doivent aboutir à d'éventuelles corrections, soit dans la gestion, soit dans les objectifs même du projet ;
- l'évaluation concomitante ou chemin faisant : elle sera faite tout au long du déroulement de la mise en œuvre du projet et consiste en l'analyse continue de l'état d'avancement du projet, du contexte, des réalisations faites et des résultats acquis ;
- l'évaluation ex-post ou à posteriori : elle sera faite quelque temps après la clôture du projet et rendra compte des effets observés et de l'impact global.

Les outils de suivi /évaluation qui seront utilisés sont :

- les documents de projets ;

- les rapports d'étapes ;
- les enquêtes ;
- la logistique...

Par ailleurs, le suivi de la mise en œuvre de la stratégie devra reposer sur le cadre normatif de suivi- évaluation suivant :

Un cadre logique clair du domaine du numérique : les objectifs visés, les activités/actions définies, les réalisations attendues, les résultats et impacts escomptés ;

Une répartition claire des rôles : elle permettra de lever les chevauchements de responsabilités, de faciliter les opérations de contrôle et d'étendre la pratique du suivi/évaluation (SE) à tous les niveaux ;

Des ressources humaines qualifiées et en quantité suffisante et des ressources financières adéquates affectées au suivi /évaluation ;

Une méthodologie claire et partagée : le suivi -évaluation du plan stratégique va revêtir un caractère systématique et objectif. Il se réalisera de manière méthodique, logique et cohérente sur la base de critères prédéterminés, pour être viable ;

Une mise en œuvre effective : la périodicité et la pertinence des rapports produits seront assurées ;

Une utilisation des conclusions et recommandations : elle déterminera la pertinence, l'opportunité et l'efficacité du suivi-évaluation.

1.2. Dispositif de pilotage du suivi de la mise en œuvre du plan stratégique

Au niveau politique : les différents acteurs prendront des décisions en vue d'améliorer l'exécution des programmes et projets du plan d'actions prioritaires du plan stratégique. Ces décisions sont proposées par les Comités PPBS de chaque administration. De plus, ils valident, au début de chaque année, les orientations, le cahier des charges, le plan de travail et le chronogramme relatifs à la mise en œuvre du plan stratégique, définis par les Comités PPBS.

Au niveau stratégique : le suivi de la mise en œuvre et l'évaluation de la stratégie sont assurés par les Comités PPBS des différentes administrations concernées.

Au niveau opérationnel : le suivi de la mise en œuvre et l'évaluation de la stratégie sont assurés par les Cellules de Suivi - Evaluation (CSE) des Comités PPBS.

Leur rôle consiste également à définir les orientations, le cahier des charges, un plan de travail et un chronogramme des activités à mener durant l'année budgétaire, pour le suivi et l'évaluation des actions prévues par le plan stratégique. Les Comités PPBS assurent aussi la facilitation et le développement des synergies nécessaires pour la mise en œuvre efficiente de la stratégie, à travers notamment les arbitrages sur des questions soumises à son examen et la prise de décisions exécutives par le secrétariat technique permanent.

A la suite de la mise en œuvre du plan stratégique adopté,

une mesure de l'impact socio-économique des actions précitées sera envisagée à travers le partenariat MINPOSTEL-INS dont la convention a été signée le 14 janvier 2016 et qui va permettre la mesure des indicateurs TIC et l'analyse des écarts.

GLOSSAIRE/ ABRÉVIATIONS

A

ACE	: Africa Coast to Europe submarine cable system
ANTIC	: Agence Nationale des Technologies de l'Information et de la Communication
APECCAM	: Association des Professionnels des Etablissements de Crédit du Cameroun
ART	: Agence de Régulation des Télécommunications

B

BAD	: Banque Africaine de Développement
BEAC	: Banque des Etats de l'Afrique Centrale

C

CAB	: Central Africa Backbone
CAMPOST	: Cameroon Postal Services
CAMTEL	: Cameroon Telecommunications
CBSC	: Cameroun to Brazil submarine cable system
CDMA	: Code Division Multiple Access
CEA	: Commission Economique pour l'Afrique (Nations unies)
CEMAC	: Communauté Economique et Monétaire d'Afrique Centrale
CERT	: Computer Emergency Response Team
CIIEJ	: Centre Intégré d'Information pour l'Entreprenariat des Jeunes
CIRT	: Computer Incident Response Team
CNPS	: Caisse Nationale de Prévoyance Sociale
CSE	: Cellules de Suivi -Evaluation

D

DGSN	: Délégation Générale de la Sureté Nationale
DSCE	: Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi

E

EGDI	: E-Government Development Index
ENS	: Ecole Normale Supérieure
ENSET	: Ecole Normale Supérieure de l'Enseignement Technique
ENT	: Environnement Numérique de Travail

F

FTTX	: Fiber To The X (X= trottoir, bâtiment...)
-------------	---

G

GCI	: Global Cybersecurity Index
GIC	: Groupe d'Initiative Commune

I

IXP	: Internet Exchange Point
IPBX ou PABX-IP	: Private Automatic Branch eXchange - Internet Protocol
ISRC	: International Standard Recording Code

N

NRI	: Networked Readiness Index
------------	-----------------------------

M

MINAC	: Ministère des Arts et de la Culture
MINADER	: Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MINATD	: Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation
MINCOMMERCE	: Ministère du Commerce
MINCOM	: Ministère de la Communication
MINEDUB	: Ministère de l'Education de Base
MINEE	: Ministère de l'Eau et de l'Energie

GLOSSAIRE/ ABRÉVIATIONS

MINEFOP	: Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle
MINEPAT	: Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire
MINESEC	: Ministère de l'Enseignement Secondaire
MINESUP	: Ministère de l'Enseignement Supérieur
MINFI	: Ministère des Finances
MINFOPRA	: Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative
MINJEC	: Ministère de la Jeunesse et de l'Education Civique
MINJUSTICE	: Ministère de la Justice
MINHDU	: Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain
MINMAP	: Ministère des Marchés Publics
MINMIDT	: Ministère des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique
MINPMEESA	: Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Economie Sociale et de l'Artisanat
MINPOSTEL	: Ministère des Postes et Télécommunications
MINPROFF	: Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille
MINRESI	: Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation
MINREX	: Ministère des Relations Extérieures
MINT	: Ministère des Transports
MINTOUL	: Ministère du Tourisme et des Loisirs
MINTP	: Ministère des Travaux Publics
MINSANTE	: Ministère de la Santé Publique

O

ONG	: Organisation Non Gouvernementale
OPJ	: Officier de Police Judiciaire

P

PME	: Petite et Moyenne Entreprise
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
PPBS	: Planification Programmation Budgétisation et Suivi-évaluation

PKI	: Public Key Infrastructure
------------	-----------------------------

R

R&D	: Recherche et Développement
----------------	------------------------------

S

SAT 3	: South Africa Transit 3
SIGIPES	: Système Intégré de Gestion du Personnel de l'Etat et de la Solde
SMS	: Short Message Service
SPM	: Services du Premier Ministre
SSL	: Secure Sockets Layer
SVA	: Service à Valeur Ajoutée

T

TCP	: Télécentre Communautaire Polyvalent
TI	: Technologie de l'Information
TIC	: Technologies de l'Information et de la Communication

U

UIT	: Union Internationale des Télécommunications
UTS	: Unité Technique Spécialisée
USSD	: Unstructured Supplementary Service Data

W

WACS	: West Africa submarine Cable System
-------------	--------------------------------------

